l'unité

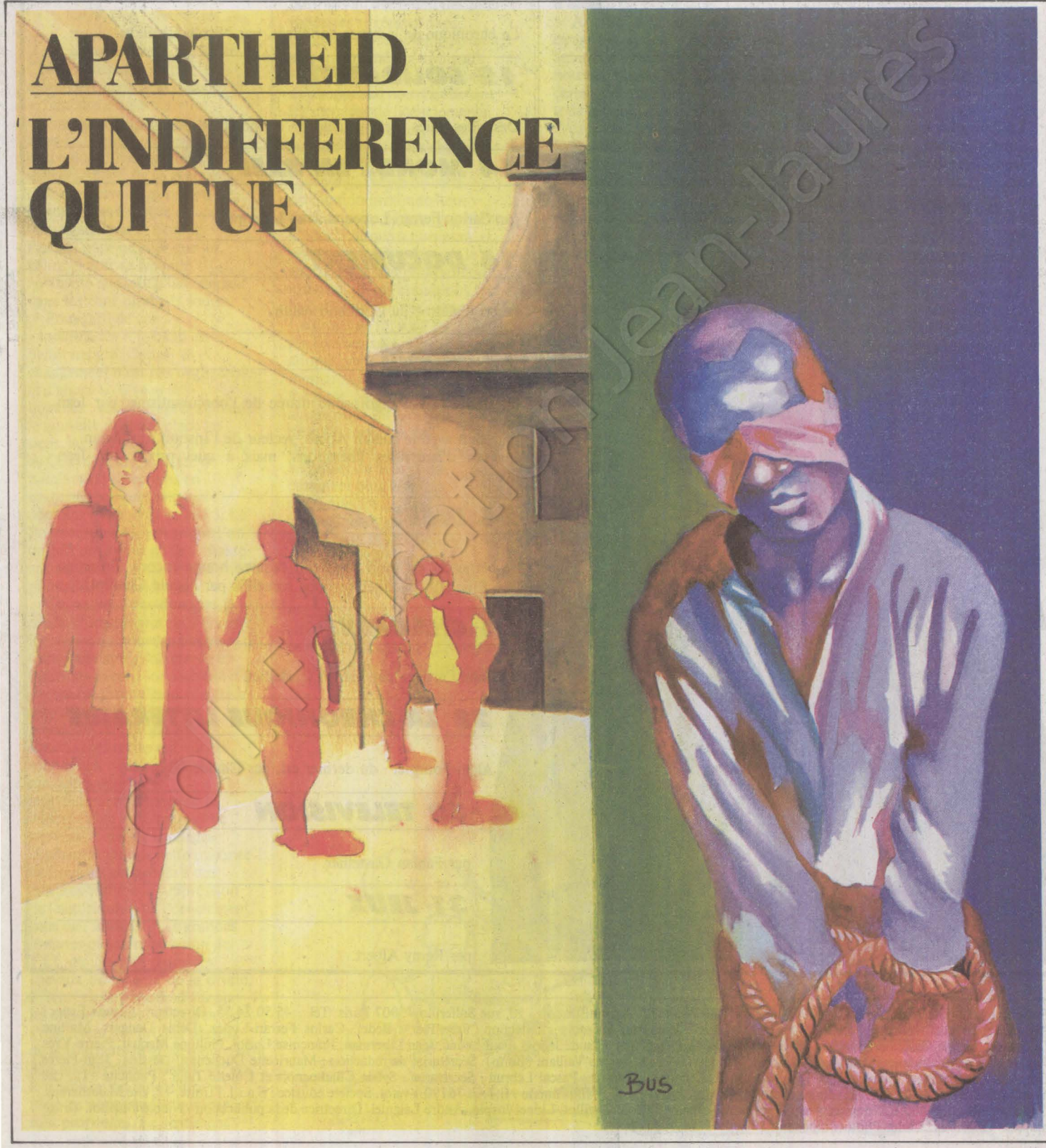
L'HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE

M 2805 - N° 654 - 8 F

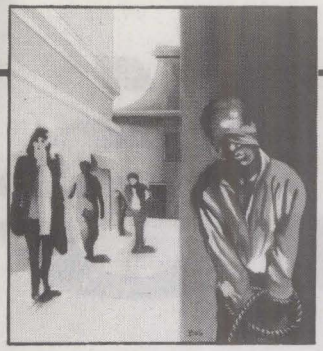
27 JUIN 1986

APARTHEID

L'INDIFFERENCE QUI TUE



Fondation Jean-Jaurès



« L'UNITE »
N° 654
du vendredi 27 juin

SOMMAIRE

3 L'EDITORIAL

par Claude Estier.

4 POLITIQUE FRANÇAISE

La Fen poursuit sa réflexion, par Claude Jadoul.
Parti socialiste : une convention ordinaire mais importante, par Jean-Pierre Bédéi.

8 PATRONAT

L'anti-Gattaz, par Philippe Maquat.



10 POLITIQUE EN BREF

La chronique de la bêtise annoncée, par Nicole Chaillot.

12 SOLIDARITE

Des villes unies par le jumelage - coopération, par Denis Dangaix.

14 MONDE EN BREF

par Carlos Ferrari-Lopez et Jean Liberman.

16 DOCUMENT

Le cri d'alarme du Commonwealth.

19 ISLAM

Intégrisme. II. L'angoissante marée de l'obscurantisme, par Jean Liberman.
Entretien avec le cheikh Abbas, recteur de l'Institut musulman.
Otages : d'heureuses libérations, mais à quel prix ?, par Jean Liberman.

24 IDEES

Le patriarcat est mort mais son cadavre bouge encore. Entretien avec Elisabeth Badinter (propos recueillis par Nicole Chaillot).

24 CHAGRINS

Salut l'artiste, par Fabian Gastellier.

28 LA CHRONIQUE LITTERAIRE

Alain-Fournier : du dernier cri, par Claude Glayman.

30 TELEVISION

par Fabian Gastellier.

31 JEUX

par Rémy Albert.

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 48.78.40.73. Administration : 10, rue Solferino 75007 Paris. Tél. : 45.50.34.35. Directeur : Claude Estier ; Rédactrice en chef : Nicole Chaillot ; Grand Reporter : Jean-Paul Liégeois ; Rédaction : Jean-Pierre Bedei, Carlos Ferrari-Lopez, Denis Dangaix, Martine Ducousset, Fabian Gastellier, Stephen Gere, Frédérique de Gravelaine, Claude Jadoul, Paul Leduc, Jean Liberman, Françoise Loriol, Philippe Maquat, Pierre-Yves Poindron. Correspondants à l'étranger : Michel Mathieu (Rome), Jérôme Vaillant (Bonn). Secrétariat de rédaction : Mauricette Duchemin. Dessins : Jean-Pierre Coureuil, Chaussepied, Daullé, Solo, Pym, Forcadell, Bellenger ; Photos : Pascal Lebrun ; Secrétariat : Sylvie Champenois et Colette Tahir ; Publicité : 12, cité Malesherbes. Tél. : 48.78.40.73. Administration : Barbara Broust-Picaud ; Imprimerie : E.T.C. 76190 Yvetot. Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité, 12, cité Malesherbes. Capital social : 250 000 F. Principaux associés : Claude Estier, Nicole Chaillot, Lionel Jospin, André Laigniel. Directrice de la publication : Nicole Chaillot. Tirage moyen : 42 000 ex. Cadet Photocomposition, 75009 Paris.

L'EDITORIAL

LES CENT JOURS

PAR CLAUDE ESTIER

POUR bien mesurer les résultats de l'action du gouvernement de Jacques Chirac après cent jours d'exercice il convient d'abord de se remettre en mémoire les déclarations tonitruantes faites avant le 16 mars par ceux qui sont aujourd'hui membres de ce gouvernement. Ils se vantaient à l'époque d'avoir des projets de loi tout prêts à mettre en œuvre immédiatement et Charles Pasqua, pour ne citer que lui, affirmait avec sa faconde habituelle que tout allait changer dans les cent premiers jours.

En regard de ces « tartarinades », le bilan est plutôt maigre. Certes, le changement n'est pas négligeable et d'abord au niveau des hommes : semaine après semaine la nouvelle majorité place les siens, au ministère de l'Intérieur, au Quai d'Orsay, à la tête de nombreuses directions en écartant ceux qui avaient été nommés entre 1981 et 1986. Le Premier ministre refuse que l'on qualifie ces évictions de « chasse aux sorcières». La liste en devient pourtant impressionnante.

On ne peut pas dire que la même efficacité préside à l'œuvre législative du nouveau pouvoir. Cent jours après son entrée en fonctions aucune loi nouvelle n'a encore été promulguée malgré le recours systématique à la procédure de l'article 49-3. Pourtant les textes qui ont été soumis aux débats du Parlement ont suffi à détériorer singulièrement l'image de la majorité élue le 16 mars et de son chef. Tous les sondages confirment qu'une nette majorité de Français est hostile à des mesures comme la suppression de l'autorisation de licenciement, celle de l'impôt sur les grandes fortunes ou la privatisation de T.f.1. qui figurent parmi les chevaux de bataille de la droite.

Après une période d'attente les organisations syndicales s'inquiètent des projets sociaux du gouvernement et ne montrent plus aucun enthousiasme — c'est le moins qu'on puisse dire — pour les négociations qui leur sont proposées. Le sentiment que le gouvernement songe d'abord à servir les intérêts du patronat et d'une façon plus générale à protéger les plus favorisés au détriment des plus modestes se répand dans l'opinion où se développe un mécontentement grandissant. Plusieurs mouvements sociaux se développent à nouveau devant les menaces de licenciements massifs comme c'est le cas aujourd'hui pour les chantiers navals.

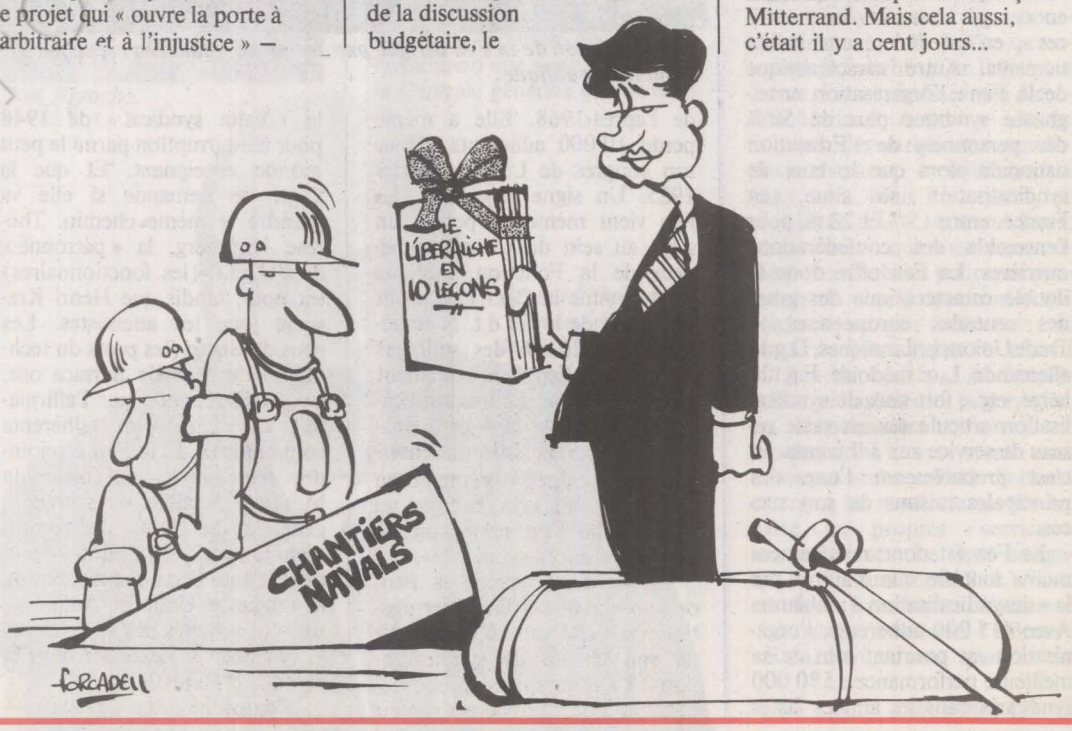
Au-delà même de cette orientation profondément réactionnaire, le gouvernement Chirac a donné à plusieurs reprises depuis cent jours le spectacle de ses contradictions internes, de ses hésitations, pour tout dire de son impréparation. Le projet de loi sur l'audiovisuel, dix fois remanié avant d'être adopté par le Conseil des ministres, en est un exemple frappant. Mais on peut en dire autant pour les projet « sécurité » dont l'Assemblée nationale débat depuis mardi, quatre textes faits de bric et de broc et qui confinent plus au spectacle qu'à une protection efficace des citoyens, sans parler de celui concernant la situation des étrangers en France qui provoque l'indignation justifiée aussi bien des autorités religieuses — Mgr Decourtray archevêque de Lyon, a dénoncé ce projet qui « ouvre la porte à l'arbitraire et à l'injustice » — que de plusieurs dizaines d'organisations préoccupées de la défense des droits de l'homme et du respect de la tradition d'accueil de notre pays.

Au plan de la politique étrangère on peut s'inquiéter tout autant de la façon dont le nouveau gouvernement aborde certains problèmes : changement total d'orientation à l'égard de l'Amérique centrale, manque de fermeté vis-à-vis de l'Afrique du Sud, absence de politique européenne au sujet de laquelle il est clair que la majorité actuelle est profondément divisée.

Ces divisions qui se manifestent sur bien d'autres terrains sont une des autres caractéristiques des cent jours écoulés. Certes, l'ensemble des députés R.p.r. et U.d.f. ont mêlé leurs suffrages au Palais-Bourbon dans tous les scrutins importants. Mais ils sont de plus en plus nombreux à ne plus dissimuler leurs réserves. Même s'il parle peu, Raymond Barre est évidemment au premier rang de ceux-là et il est significatif que participant mardi à la journée d'étude du groupe de l'Union centriste au Sénat, il s'en soit retiré peu avant l'arrivée de Jacques Chirac. Concentrant son analyse sur la politique économique, le député du Rhône sortira sans doute de son silence à l'automne quand, à l'occasion de la discussion budgétaire, le gouvernement devra préciser certains choix.

Et la coexistence dans tout cela ? Depuis cent jours elle a fonctionné correctement, le président de la République jouant scrupuleusement le rôle que lui assigne la Constitution, ce qui lui vaut, traduite dans tous les sondages, une forte popularité dans l'opinion. Chacun s'attend à ce que les choses deviennent plus difficiles lorsque va se poser, dans les prochains jours, le problème de la signature des premières ordonnances. François Mitterrand a dit à plusieurs reprises qu'il n'avait pas l'intention d'entretenir une guérilla avec le gouvernement Chirac mais qu'en même temps il n'entendait pas cautionner des mesures mettant en cause la justice ou l'égalité entre les citoyens. C'est une marge étroite qui rend difficile tout pronostic sur la durée de la situation actuelle dont le Président du groupe parlementaire U.d.f. reconnaissait cette semaine qu'elle est « imprévue dans son déroulement, paradoxale dans ses effets mais incontournable dans sa nécessité ».

Nous voilà loin en tout cas des exigences de ceux qui à la veille ou même au lendemain du 16 mars réclamaient avec insistance le départ de François Mitterrand. Mais cela aussi, c'était il y a cent jours...



LA FEN POURSUIT SA REFLEXION...

PAR CLAUDE JADOUL

La fameuse question de se confédérer avec le Syndicat national des impôts, le Syndicat national des journalistes, la Fasp – tous de sensibilité socialiste – n'est pas encore prise. Mais la Fen se pose ouvertement des questions « informelles » sur son devenir de syndicat, meilleur défenseur du service public.

C'EST bien connu : on ne prête qu'aux riches. Et la Fen est du nombre. On jase donc beaucoup à droite sur son « réseau », qualifié d'« empire ». Car les œuvres laïques créées par la principale organisation enseignante « pèsent » lourd. C'est ainsi que le Ccomcen (Comité de coordination des œuvres mutualistes et coopératives de l'Education nationale) – présidé actuellement par Guy Georges, ancien secrétaire général du Sni – coiffe indirectement un vaste réseau d'économie sociale qui repose sur cinq piliers : la Mgen (première mutuelle française de prévoyance qui « couvre » 2 300 000 personnes), la Maif (les assurances : plus d'un million d'assurés en 1979), la Camif (troisième coopérative de vente par correspondance derrière « La Redoute » et « les Trois Suisses » – 2,5 milliards de C.a. en 1983, la Mrifen (retraite complémentaire) et la Casden (la banque appartenant au réseau des banques populaires) – 325 000 adhérents en 1983.

La « Forteresse enseignante » (1) est donc bien un cas à part dans le syndicalisme français qui, en ce qui concerne les « services », en est encore aux balbutiements. Autre caractéristique de la Fen : l'organisation enseignante syndique plus de 50 % des personnels de l'Education nationale alors que le taux de syndicalisation se situe, en France, entre 15 % et 20 %, pour l'ensemble des confédérations ouvrières. La Fen offre donc la double caractéristique des grandes centrales européennes – Trade Unions britanniques, D.g.b. allemande, L.o. suédoise, F.g.t.b. belge, etc. : fort taux de syndicalisation articulé sur un vaste réseau de service aux adhérents. Et c'est probablement l'une des principales raisons de son succès.

La Fen est donc relativement moins touchée que d'autres par la « désyndicalisation » ambiante. Avec 415 000 adhérents, l'organisation est pourtant loin de sa meilleure performance : 580 000 syndiqués dans les années fastes de l'après-1968. Elle a même perdu 10 000 adhérents depuis son congrès de Lille de février 1985. Un signe inquiétant. La Fen vient même de perdre un siège au sein du Conseil supérieur de la Fonction publique (tout comme la C.g.t.) au profit de F.o. et de la C.f.d.t. N'empêche : avec 26,8 % des suffrages exprimés, la Fen vient largement en tête des organisations syndicales représentées dans cette instance. L'organisation enseignante reste donc bien un « beau morceau ». Et cela compte au moment où l'on parle tant de « recomposition syndicale ».

En ce qui concerne la Fen, cela se traduit par une interrogation : va-t-elle, oui ou non, sortir de son champ de syndicalisation ? La question est posée depuis que Force ouvrière a rompu le « Yalta syndical » de 1948 pour faire irruption parmi le petit monde enseignant. Et que la C.g.t. se demande si elle va prendre le même chemin. Thérèse Hircsberg, la « patronne » de l'U.g.f.f. (les fonctionnaires) est pour, tandis que Henri Krasucki joue les attentistes. Les gens du Snetp (les profs du technique) de Michèle Barraca ont, eux, déjà répondu par l'affirmative en invitant les adhérents communistes de la Fen à rejoindre leurs rangs. Réponse de Monique Vuaillat – secrétaire générale du Snes, à direction communiste : un « non » poli mais ferme. C'est que les gens de la tendance Unité et Action – souvent proches des rénovateurs – ont peur de se diluer dans la centrale d'Henri Krasucki.

N'empêche : une menace – bien réelle – pèse sur la Fen. Elle est donc tentée de rendre la pareille à F.o. et à la C.g.t. La C.f.d.t., pour ce qui la concerne, occupant déjà le « créneau » enseignant de longue main avec le Sgen (35 000 adhérents). Et rendre la pareille, cela veut dire syndiquer des personnels qui n'appartiennent pas à l'Education nationale. C'est déjà le cas puisque la Fen organise depuis longtemps des gens de la Recherche, de la culture, de l'agriculture et de justice. Et, de proche en proche...

Autre élément dans la réflexion parmi les directions des syndicats de la Fen : la décentralisation. Que vont devenir les syndiqués de la Fen qui viennent de passer sous l'autorité hiérarchique des nouveaux conseils régionaux élus ? C'est le cas, par exemple, des bibliothécaires qui, jusqu'ici, faisaient confiance à l'organisation enseignante. La Fen a répondu : elle continue à les syndiquer.



Pascal Lebrun

La délégation de la Fen dirigée par Jacques Pommatau reçue par Hervé de Charette, secrétaire d'Etat à la Fonction publique.

La fin de l'école fondamentale

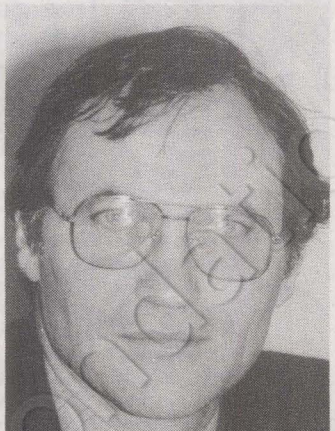
Elle est d'autant plus tentée de poursuivre en aussi bon chemin que son principal syndicat, le Sni (180 000 instituteurs et Pegc) perd régulièrement des adhérents, notamment au profit de F.o. qui a fait là sa principale

percée avec 10 % aux élections professionnelles. Et la réforme Monory – mettre fin au recrutement des professeurs de collèges – place l'épine dorsale – majoritaire et politique – de la Fen devant une redoutable équation : la fin de l'école fondamentale.

La direction de la Fédération fait, dans le même temps, une constatation curieuse : ses syndicats confrontés au pluralisme syndical résistent mieux que d'autres. « Chaque fois qu'il y a concurrence, nous progressons », affirme aussi Yves Ripoche, l'un des dirigeants de la Fen. C'est le cas du Snetta (20 000 professeurs du technique), du Snaen (le Syndicat des agents – 30 000 adhérents) ou du Snptes (Syndicat national des personnels techniques de l'enseignement supérieur et de la recherche) qui a gagné 5 000 adhérents en quelques années. Il vient même de gagner 2 points aux élections professionnelles. Cet exemple vaut d'être épinglé. Le Snaen a été créé de rien puisqu'en 1948 – année de la scission syndicale F.o./C.g.t. – ses agents se sont répartis entre ces deux confédérations. Aujourd'hui, il « fait » 50 % de taux de syndicalisation. Ce bel exemple d'une percée réussie donne donc à réfléchir. Et, de fait, la Fen réfléchit, elle aussi, sur l'adaptation de son syndicalisme.

Le Snaen proclame aussi : « Travailler autrement, moderniser le service public. » Cela se traduit par : « Rendre des initiatives aux agents. » On vous cite à ce propos le cas des Emop – les équipes mobiles d'ouvriers professionnels. A Roubaix, ceux-ci ont réfléchi sur l'introduction de l'informatique. Ailleurs, ils ont, plus prosaïquement, trouvé des solutions à des problèmes de chauffage. Un mot d'ordre : être concurrentiel par rapport au « privé ». Grâce aux nouvelles techniques, à l'aménagement du temps de travail et à la formation professionnelle. Bref, coller aux réalités du terrain, être plus près des gens, rendre le service public attractif. C'est sur cet arrière-fond que « la Fen poursuit sa réflexion », explique Ripoche. Un syndicat aussi puissant que le Sni-Pegc ne reste pas à l'abri de cette entreprise. Le syndicat de Jean-Claude Barbarant a donc commandé une enquête à la Cofremca pour « s'interroger sur son image ».

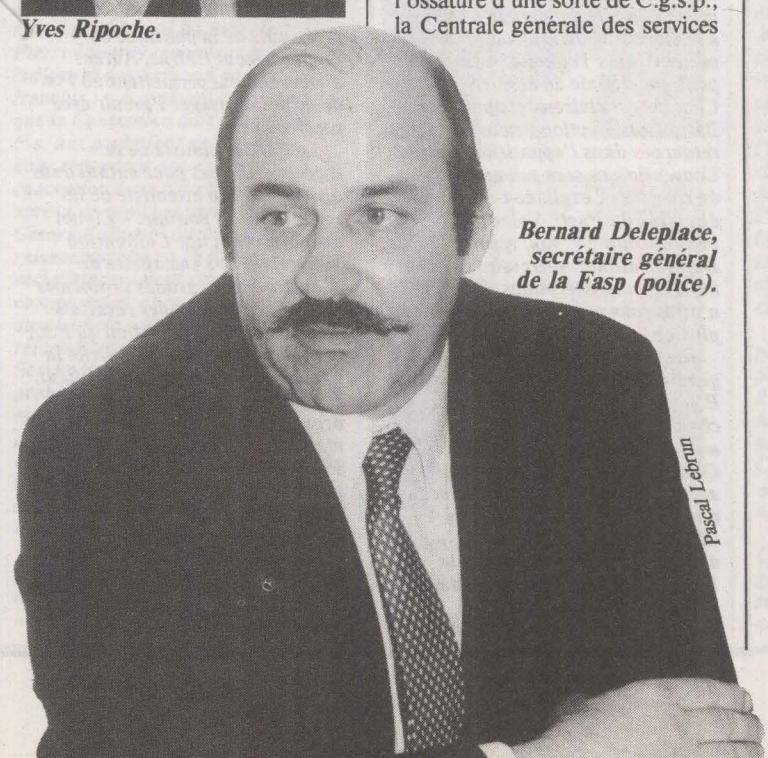
Enfin autre élément – et non des moindres – de la « recomposition syndicale », version Fen : « L'autonomie n'a pas été porteuse de réalités concrètes. » En clair : en 1986, on est à des années lumières d'une hypothétique réunification syndicale. Ni la C.g.t., ni F.o., ni même la C.f.d.t. n'y sont manifestement prêtes. Et, pour l'instant, l'unité d'action reste au rayon des accessoires... En soi, cette division syndicale est un lourd handicap par les temps qui courent, d'autant que la fonction publique est à l'évidence dans le collimateur de la droite. Et le basculement à droite de nombreuses régions n'est pas pour arranger les affaires, du fait de la décentralisation.



Yves Ripoche.

Il y a donc, du point de vue de la Fen, « urgence à organiser le contre-pouvoir syndical en fonction de la réorganisation des pouvoirs publics eux-mêmes ». Sur le terrain, cela se traduit comment ? Prenons le cas du Snau qui syndique l'administration universitaire. Que vont devenir ces agents, notamment les agents territoriaux avec la décentralisation ? Ripoche pose la question ainsi : « Nier cette réalité ou s'adapter. »

La Fen se pose donc – ouvertement – des questions « informelles ». Mais, attention, nuance : « Il n'y a pas de réflexions institutionnelles. » Sur le champ de syndicalisation s'entend. Mais, justement, le bureau fédéral du 12 juin dernier a donné mandat à la direction « d'organiser le débat ». Au sein des syndicats – une cinquantaine – et des courants de pensée, principalement Uid (socialiste) et Unité et Action (à direction communiste). La fameuse question de se confédérer avec le Sni (syndicat national des impôts), le Snj (journalistes), le Fasp (police), etc. – tous de sensibilité socialiste – n'est pas prise. Yves Ripoche est très ferme là-dessus : « La décision de prendre une décision n'est pas encore prise par la Fen. » Mais aussi : « Nous n'excluons aucune hypothèse car il y a des risques et des avantages. » Sans trop le dire, la Fen ne détesterait pourtant pas devenir l'ossature d'une sorte de C.g.s.p., la Centrale générale des services publics belges qui regroupe l'ensemble des secteurs du public (et même du privé puisque le syndicat Gazelco – gaz et électricité – a un statut mixte en Belgique). L'affaire, comme on le voit, est des plus complexes. Elle remet en cause bien des tabous syndicaux, avec la question des « frontières syndicales ».



Bernard Deleplace, secrétaire général de la Fasp (police).

Pascal Lebrun

Mais, en réalité, la Fen semble être confrontée avec un triple problème. Celui de sa restructuration interne (l'affaire des Pegc et ses conséquences organisationnelles), celui de l'élargissement de son champ de syndicalisation, le tout sur fond de remise en cause du service public par la droite. Conséquence : un « regroupement pour défendre le service public » ? L'idée est manifestement dans l'air du temps. La Fen souffre en tout cas d'une frustration évidente : avec 415 000 adhérents et un taux de syndicalisation de plus de 50 %, l'organisation enseignante n'a jamais réussi à obtenir la reconnaissance par les pouvoirs publics du statut de véritable confédération, même si elle n'est pas passée loin durant la période 1981-1986...

A multiples détentes

De là à dépasser ses actuelles frontières syndicales, il y a pourtant un pas qu'elle hésite ouvertement à franchir. Car il y a des cactus. Le cas du Snes – à direction Unité et Action – est du nombre. Ses dirigeants communistes hésitent à rejoindre la C.g.t., soit. Mais il y a aussi les socialistes d'U.a., comme Jean-Louis Auduc qui n'est pas vraiment chaud-chaud pour une opération de « recomposition » qui placerait certains adhérents en porte à faux. Dans le n° du 19 juin de « L'Us », Auduc dénonce précisément « la gravité et les conséquences qu'aurait ce processus ». Et ce n'est sans doute pas un hasard si le Snes est en train, lui aussi, de mettre en place, ses propres « services » aux adhérents. Le Snes songerait-il à l'autonomie ? L'affaire est donc à multiples détentes.

Jacques Pommatau l'affirme : « Rien, strictement rien, n'est

(suite en page 6)

(suite de la page 5)

décidé mais ce type de réflexion est bien actuel. » Tout en ajoutant : « (...) Associés à d'autres qui ont la même image, nous pourrions réhabiliter l'image générale du syndicalisme, dans la fonction publique notamment. C'est une réflexion et, pour l'instant, ça ne va pas plus loin, et les contacts avec le Snui, le Fasp, etc., sont seulement ceux que nous entretenons depuis dix ans. (...) Rien n'est tranché, tout est ouvert. » En clair, la Fen lance des ballons d'essai. Unité et Action a déjà prévenu, comme l'a rappelé Pommatau : « La situation pourrait être différente si jamais nous décidions un élargissement qui pourrait être l'amorce d'un grand syndicat social-démocrate. » Le secrétaire général de la Fen a pourtant tenu à mettre les points sur les « i » dans une déclaration à l'Afp : « Nous ne voulons pas que nos minoritaires nous quittent, mais nous ne nous déterminerons pas, si nous devons le faire, en fonction d'eux. Ils devront choisir. » Reste que l'expression tabou est lancée : un syndicat « social-démocrate », lisez, dont la Fen serait le ferment.

La question n'intéresse évidemment pas que les seules centrales ouvrières. Avec une C.g.t. qui se ferme à nouveau, une C.f.d.t. qui se cherche désespérément. F.o. à la recherche d'un successeur à André Bergeron, le mouvement syndical est bien malade en 1986. Et c'est vrai que les socialistes, éparpillés entre quatre ou cinq organisations, ne s'y retrouvent pas vraiment. La réflexion de la Fen trouve donc des échos ailleurs que dans ses rangs. Mais, attention, prudence de Sioux, Charte d'Amiens oblige.

Pourtant Jacques Pommatau n'est probablement pas seul à penser que « la grande difficulté de la gauche au cours des cinq années écoulées a été son incapacité à adopter une stratégie claire par rapport aux syndicats ». ●

(1) Voir « la Forteresse enseignante – la Fédération de l'Education nationale », de Aubert, Bergounioux, Martin et Mouriau – Fondation Saint-Simon, Fayard 1985.

P.S. : UNE CONVENTION ORDINAIRE MAIS IMPORTANTE

Première grande réunion du P.s. depuis les élections, la Convention du Près-Saint-Gervais va seulement amorcer le débat sur l'ouverture et la modernisation du parti. Elle va aussi parler politique, cent jours après le retour de la droite au pouvoir.

PAR JEAN-PIERRE BEDEI

« IL s'agit d'une convention ordinaire mais importante. » La formule d'un député de la région parisienne est certainement appropriée pour mesurer l'enjeu de la Convention organisée samedi et dimanche prochains, au Pré-Saint-Gervais. Celle-ci a pour double objectif de faire le point sur la situation politique un peu plus de trois mois après le retour de la droite au pouvoir et de se pencher sur la « modernisation » du Parti socialiste.

Ordinaire car statutaire, elle s'inscrit dans le cadre traditionnel des conventions qui rythment les débats du P.s. tous les six mois. Sur le plan politique, elle prend un aspect ordinaire également dans la mesure où elle donnera le « quitus » à la direction, en avalisant l'action menée depuis Toulouse. « La ligne politique définie au dernier Congrès est clairement appliquée. Battus aux élections, nous sommes retournés dans l'opposition. Cette Convention ne sera pas une révision du congrès », explique-t-on à la direction du Parti. Volonté de banalisation ? « Non, répond Daniel Vaillant, secrétaire national adjoint aux Fédérations. Mais n'attendons pas de cette convention plus qu'elle ne peut donner. »

Reste que le contexte politique général n'incite pas la direction du P.s. à s'engager dans de grands chambardements notamment en matière de structures du Parti. Quatre facteurs constituent des atouts majeurs : le très bon score dans la défaite aux législatives (32 %), le fort mouvement d'adhésion enregistré depuis le 16 mars par le P.s., la remontée de François Mitterrand dans les sondages, enfin l'impopularité croissante de la politique du gouvernement Chirac. Autant d'éléments qui permettent au P.s. de ne pas envisager l'avenir avec pessimisme.



A.f.p.

Bain de foule pour le président Mitterrand à Chartres, le 17 juin dernier.

Le Parti socialiste ne se recroqueville pas pour autant dans une conception attentiste de la reconquête du pouvoir. « Lionel Jospin a voulu une Convention permettant aux socialistes de débattre sur les grands problèmes du moment (leçons des résultats électoraux, modernisation du P.s., ses valeurs, sa place au sein de la gauche), souligne Daniel Vaillant. En fait, nous avons souhaité organiser nous-mêmes un débat qui était aussi dans l'air en dehors du Parti. » D'où l'importance de cette première grande réunion du P.s. après les législatives.

Au Pré-Saint-Gervais on passera au crible les « cent jours » de Chirac. « Il va falloir faire le bilan de ces trois premiers mois de gouvernement de droite explique Jean-Jack Queyranne, porte parole du PS, et exprimer la signification globale de cette politique réactionnaire. » Paul Quilès se veut également sans concession tout en évitant de tomber dans l'outrance verbale : « Nous devons émettre une critique ferme mais non violente de l'action de la droite qui pratique une politique de classe. Nos attaques doivent démonter cette politique à travers les dossiers que nous offre la droite tous les jours, et montrer quelles sont nos valeurs. » Pour Gérard Collomb, député du Rhône et proche de Pierre Mauroy, cette Convention permettra de confirmer que l'heure n'est plus aux tergiversations : « La pratique de la politique de Chirac prend à contre-pied ceux qui pensaient que le clivage droite-gauche s'était tempéré. »

A « Socialisme et République », ex-Cerès, on souhaite surtout que cette Convention donne le coup d'envoi d'une réflexion visant à

élaborer un projet, des « propositions d'ensemble » susceptibles de préparer la reconquête du pouvoir. « Il ne suffit pas de critiquer, constate Michel Charzat. Il faut offrir une alternative au libéralisme. La Convention doit être le point de départ d'une réflexion visant à déterminer les termes de l'alternance. La droit déçoit et inquiète. Au-delà de la réaction de rejet qu'elle suscite, le P.s. doit se déterminer positivement. » Et à « Socialisme et République » on considère que le P.s. doit s'expliquer sur des thèmes comme la planification démocratique, la formation, la recherche, c'est-à-dire « la valorisation de l'intelligence ». Sans oublier la préservation des grands systèmes de protection sociale. « Sans doute convient-il d'être moins précis dans le détail que par le passé mais nous devons indiquer nos engagements sur le long terme », estime Michel Charzat.

Une démarche qui rejoint celle du courant « mitterrandiste » Lionel Jospin a engagé le P.s. à « commencer à préparer les éléments de notre plate-forme pour l'élection présidentielle » (« le Monde » du 27 mai). Pour Laurent Fabius des réponses doivent être apportées à des dossiers prioritaires comme l'emploi, l'enseignement, la formation, l'équilibre entre les secteurs public et privé. Sur la forme, tout en restant fidèle aux valeurs socialistes il se prononce pour une politique « pragmatique ». Une expression qui revient aussi dans la bouche de Paul Quilès : « Nous devons faire des propositions mobilisatrices mais pas de promesses inapplicables. Mieux vaut être pragmatique. »

Pour Michel Delebarre, le P.s. doit se doter d'un projet prenant en compte trois paramètres essentiels : les valeurs fondamentales des socialistes avec en particulier la justice sociale, les leçons de l'exercice du pouvoir de 1981 à 1986, le traitement des problèmes de vie quotidienne des Français. « A travers les éléments constitutifs d'un projet il faut qu'on sente un souffle », commente l'ancien ministre.

Quant aux rocardiens, s'ils reconnaissent que la Convention est « un bon moment pour exprimer l'opinion du parti sur la vie politique », ils font de la question de la « modernisation du P.s. » le principal point à l'ordre du jour. Ils se sont lancés dans une réécriture de la Déclaration de principe du P.s. qui date de 1971. « Changer les mots n'a pas d'intérêt en soi, estime Michel Sapin, député des Hauts-de-Seine. Mais cette démarche prendra toute sa valeur si elle est perçue à l'extérieur comme la prise en charge par le Parti de son évolution et de certains changements. » Sur le fond, les modifications proposées par les rocardiens ne devraient pas être fortement contestées par les différentes sensibilités du Parti, toutes conscientes que l'actualisation d'un texte vieux de quinze ans est tout à fait normale. D'ailleurs le principe d'un tel « toilettage » avait été décidé au congrès de Toulouse après avoir été proposé par Lionel Jospin lui-même.

Sur la forme, on considère à « Socialisme et République » que la révision de la Déclaration de principes n'est pas une priorité pour le P.s. et relève plutôt d'un travail d'« archiviste ». On fait remarquer aussi, comme chez les mauroyistes, que selon les statuts, il faut deux Congrès pour parvenir à une modification de ce texte. En tant état de cause il n'est pas question que la Convention tranche. Elle se contentera de nommer une commission chargée de procéder à cette révision des « tables de la loi », qui prend surtout une valeur symbolique.

Le débat sur les indispensables remises à jour ne sera pas clos pour autant. « La seule stratégie possible pour le P.s. est d'atteindre 40 %. Pour cela il faut mettre le P.s. dans une situation lui permettant d'entraîner une majorité de Français » souligne Paul Quilès pour qui il faut donc « adopter un langage et une politique de rassemblement qui passent par une révision de certains de nos concepts ou de nos discours ». A quoi les amis de Pierre Mauroy répondent en indiquant des limites à ne pas franchir : « A ceux qui considèrent que la Convention doit adapter le P.s. aux évolutions de la société, nous répondons que ce genre de conception nous oblige à courir après l'opinion publique, estime Gérard Collomb. Avec de tels raisonnements, en 1920 les socialistes seraient devenus communistes, et en 1971 ils auraient été soit gauchistes, soit réformistes derrière Servan-Schreiber. Le véritable problème de la société actuellement est de résoudre la question des mutations technologiques. Et les « mauroyistes » plaident pour « une transformation du P.s. » dans un sens social-démocrate à l'occidentale ».

Au niveau des structures du Parti, les rocardiens, les mitterrandistes et les membres de « Socialisme et République » reconnaissent qu'il s'agit surtout d'une question d'« état d'esprit ». Il n'est pas question de toucher à l'existence des courants. Même si tout le monde reconnaît que les clivages de Metz sont dépassés. Le système de la proportionnelle comme mode de désignation des candidats aux différentes instances du parti ne semble pas non plus devoir être remis en cause.

Cependant en matière de fonctionnement et de structures des propositions seront faites. Elles seront inspirées en partie par les réponses des militants au questionnaire sur la modernisation envoyé par la direction du P.s. Près de 1 200 sections ont adressé leurs réflexions, préoccupations et propositions rue de Solférino. Cette masse d'informations est dépouillée par la « commission structures » dirigée par Marcel Debarge et créée pour préparer la Convention, comme celle présidée par Jean Poperen sur l'analyse des résultats électoraux.

La Convention pourrait faire des propositions en matière d'ouverture du parti. Elles concerneraient les nouveaux adhérents et les sympathisants. Comme l'a indiqué Marcel Debarge, il est question d'ouvrir certaines réunions du parti, à des non-membres du P.s., de créer éventuellement des structures d'accueil ou des « lieux de rencontres » dans les fédérations. Mais dans ce domaine des structures, il est inutile d'attendre de profondes réformes. Ne serait-ce que pour des raisons statutaires. Une Convention n'a pas les pouvoirs d'un congrès.

C'est pourquoi, même les rocardiens qui font de la modernisation leur cheval de bataille dans cette Convention, ne misent pas sur des réformes de structures immédiates. « Ce sera seulement l'amorce d'une réflexion sur la modernisation, sur l'adaptation du P.s. à notre fin de siècle, explique Pierre Brana, secrétaire national aux Droits de l'Homme. Elle se concrétisera par la mise en place du groupe de travail. Mais il ne faut pas s'attendre à des bouleversements car les choses doivent mûrir. »

Quels que soient leurs objectifs prioritaires (préparation d'un projet politique ou enclenchement d'un processus de modernisation du parti) les différentes tendances sont unanimes pour faire de la Convention du Pré-Saint-Gervais un point de départ et non un aboutissement.

« Ce n'est qu'un début... » Comme on aimait le scander à gauche il y a quelques années. La reconquête du pouvoir ne fait que commencer.

Sygma



Gérard Collomb.

Pascal Lebrun



Daniel Vaillant.

Pascal Lebrun



Michel Charzat.



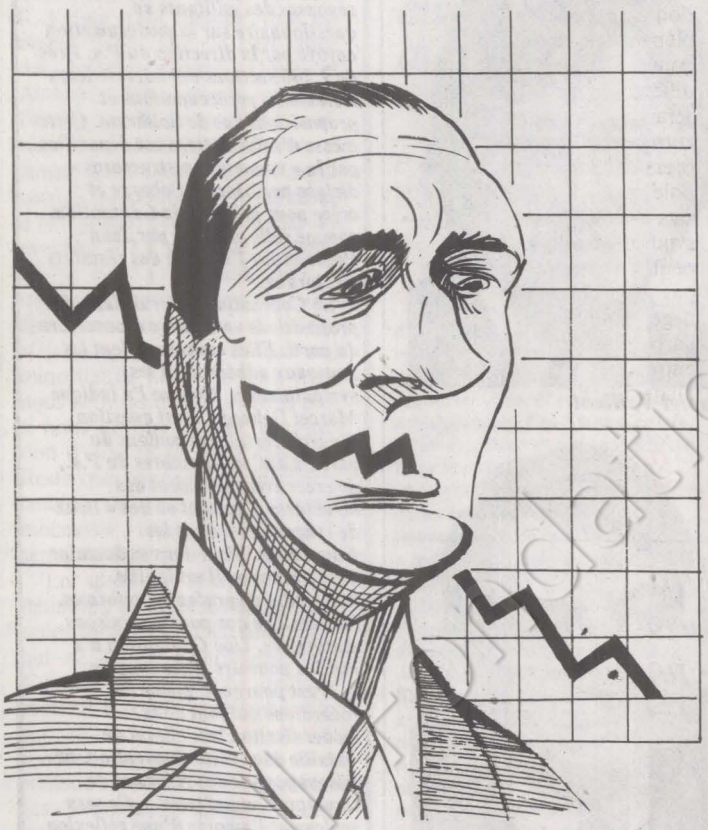
Michel Sapin.

L'ANTI-GATTAZ

PAR PHILIPPE MAQUAT

EN dépit d'une dévaluation du franc et de nombreux avantages accordés aux chefs d'entreprise sous l'impulsion du C.n.p.f. et de son président Yvon Gattaz, les mauvais indices continuent de s'accumuler sur l'économie française. Le déficit du commerce extérieur s'alourdit et le chômage augmente toujours.

Philippe Guilhaume, secrétaire général du Centre des jeunes dirigeants ne tient pas vraiment le même langage qu'Yvon Gattaz. Militant pour une entreprise plus humaine, il est pour le recours obligé à la négociation contractuelle.





Philippe Guillaume.

Pascal Lebrun

Pendant ce temps, Jacques Chirac, comme samedi dernier encore lors du forum R.p.r. semble ne plus savoir à quel discours se raccrocher pour séduire les patrons et faire redémarrer l'économie. Mais cela ne s'improvise pas. C'est aussi l'avis du Centre des jeunes dirigeants d'entreprise qui regroupe 3 000 membres et se démarque complètement du C.n.p.f.

Son secrétaire général, Philippe Guilhaume, nous explique pourquoi le C.j.d. milite pour une entreprise plus humaine et pour le recours obligé à une politique contractuelle qui reposerait sur un rapport de force équilibré. C'est au niveau du capital humain que l'économie française gagnera ou perdra, dit en substance Philippe Guilhaume. Et à celui d'une révision de l'organisation du travail que le chômage trouvera des remèdes ajoute-t-il.

« L'UNITE » : Comment définir l'entreprise du troisième millénaire, le thème de votre récent congrès organisé à Nice ?

PHILIPPE GUILHAUME : Nous pensons qu'il y a eu deux grandes époques de l'entreprise : celle du capital foncier et immobilier puis celle du capital technique. Maintenant est arrivée l'époque du capital humain. Cela signifie que, de plus en plus, les entreprises vont tirer leur valeur ajoutée des hommes. Et cette observation nous paraît remettre en cause le modèle taylorien, mais aussi tous les systèmes d'organisation et de communication à l'intérieur et à l'extérieur de l'entreprise.

– Existe-t-elle déjà cette entreprise dans la France de 1986 ?

– On ne peut pas dire que n'existent plus nulle part les entreprises du XIXe siècle et on ne peut pas dire que n'existent pas déjà les entreprises du XXIe siècle. En fait, la vie économique et celle des entreprises ne procèdent pas par rupture de calendriers, car les évolutions sont lentes. Simplement nous voulons peser sur l'évolution des entreprises pour que leur adaptation soit plus rapide.

– Selon le C.n.p.f. les entreprises françaises crouleraient littéralement sous les charges. Leur faiblesse dans la compétition internationale se situe-t-elle réellement à ce niveau plutôt que dans le manque de dynamisme des dirigeants, les carences en matière d'innovation, de formation des personnels, etc. ?

– Beaucoup de choses ont été dites, souvent dans un contexte un peu trop électoral, sur le problème des charges qui pèseraient plus sur les entreprises françaises que sur les entreprises concurrentes des principaux pays industriels. Il est certain que chaque dirigeant d'entreprise souhaiterait, comme chaque citoyen du reste, payer moins d'impôts ou de charges et, si possible, bénéficier d'autant de prestations ou de subventions. Mais votre question est très bien posée, car le problème n'est pas là. Ce n'est pas un point ou 1,5 point de charges en plus ou en moins qui peut pénaliser ou avantager de façon définitive nos entreprises. En fait, dans la presque totalité de celles-ci, nous avons d'énormes gains de productivité à faire. Il faut donc mieux gérer, mieux s'adapter aux marchés, et surtout solliciter de nos personnels autre chose que quelques gestes mécaniques, à savoir solliciter leur créativité, leur imagination, leur motivation. Un dirigeant japonais a dit, avec un peu d'ironie, qu'en France, on utilisait à peine 5 % de notre matière première fondamentale : les hommes. Or, c'est à ce niveau que les entreprises françaises gagneront ou perdront la compétition internationale et c'est également à ce niveau que l'économie française gagnera ou perdra. Beaucoup plus en tout cas que dans la diminution des contraintes que vous évoquiez.

– Au moment où la suppression de l'autorisation administrative de licenciement va faire ressembler le salarié à un condamné en sursis, il semble que l'on soit loin du compte en matière d'intégration des hommes à la vie de l'entreprise...

– Il faut distinguer les très grandes entreprises des entreprises petites et moyennes, la situation des hommes n'étant pas du tout la même selon la taille de l'entreprise. Mais l'économie c'est d'abord les hommes, plutôt qu'un enchaînement logique de faits, de décrets, de règlement et de lois. En conséquence, les facteurs psychologiques jouent un rôle déterminant.

Ainsi, le gouvernement considère qu'il va desserrer les blocages psychologiques en supprimant l'autorisation administrative de licenciement. A-t-il raison ? L'avenir nous le dira. Reste qu'il faut poser le problème différemment. Il est clair, en effet, que les entreprises n'ont pas pour vocation de payer des salaires, si ce n'est en économie administrée, mais bien de créer des emplois au fur et à mesure que se présentent, dans de bonnes conditions de solvabilité, des marchés nouveaux. On peut donc imaginer qu'en permettant aux entreprises d'adapter leurs effectifs à leurs marchés, s'en suivront à terme des effets psychologiques positifs. Nous sommes en économie de marché. Mais il reste le second aspect du problème, celui de la garantie des salariés, garantie que les partenaires sociaux doivent négocier d'urgence. Car on ne peut pas dire à la fois : « Ce n'est pas du domaine de la loi », « nous voulons être libéral » et ne pas immédiatement enclencher une politique contractuelle. Laquelle signifie un patronat fort, clair sur ses objectifs, et des syndicats également forts et clairs sur leurs objectifs. Cela veut dire aussi une volonté des acteurs de se prendre en charge d'une façon responsable. Je crains qu'actuellement nous soyons loin du compte.

– En d'autres termes ?

– Il faut négocier avec les syndicats, souhaiter qu'ils aient des objectifs clairs et que la négociation se fasse dans un rapport de force équilibré. Et je pense de la même façon qu'il est urgent que l'organisation patronale, qui est aussi en crise, redéfinisse ses objectifs, ses moyens d'action et puisse être pour les syndicats un partenaire responsable.

– Il faut donc se moderniser de part et d'autre...

– Les syndicats le disent eux-mêmes, et prennent parfois avec courage les moyens de cette entrée dans la modernité des rapports économiques et sociaux. Mais le patronat doit aussi se moderniser, et je n'ai aucun scrupule à dire que le C.n.p.f., ressemble encore beaucoup au comité des Forges. Idem pour les chambres de commerce. Il y a donc tout un appareillage patronal qui a du mal à se remettre en cause, mais il y a aussi, derrière, des milliers de dirigeants d'entreprises qui, justement, ne se reconnaissent plus dans cet appareillage patronal. En fait, nous subissons encore les traumatismes culturels de notre histoire sociale. Beaucoup de syndicats n'ont pas encore intégré dans leur inconscient la liberté d'entreprendre et beaucoup de chefs d'entreprise, la liberté syndicale.

– Pour le C.j.d., la politique contractuelle passe par la création d'une structure souple de représentation du personnel, le conseil d'entreprise. Qu'en pensent les syndicats et de quoi s'agit-il ?

– La C.g.c., F.o. et la C.f.d.t. sont favorables à notre proposition. Il est en effet essentiel si l'on veut pratiquer une politique contractuelle qu'il y ait des interlocuteurs. Or, dans un grand nombre d'entreprises petites et moyennes, il n'y en a pas. Ce qui équivaut au retour à l'anarchie du libéralisme sauvage du XIXe siècle. Et à un très grand recul économique. On ne peut pas, à la fois, souhaiter une plus grande implication des personnels et en même temps les traiter par l'indifférence et le mépris. Le conseil d'entreprise permettrait donc de régler le fameux problème des seuils sociaux. Ce conseil qui se substituerait aux différentes institutions existantes serait obligatoire dans toutes les entreprises. Il serait élu, avec au premier tour maintien du monopole syndical lorsque les syndicats existent, mais l'absence de syndicats dans les entreprises petites et moyennes ne devrait pas être un prétexte à la non-négociation. Une entreprise où l'arbitraire existe ne peut être une entreprise performante sur le plan économique. Il faut instituer un réflexe de contre-pouvoir.

– Que proposent les jeunes dirigeants pour tenter de résoudre le problème, hélas très concret, du chômage ?

– Dans les termes actuels, la situation de l'emploi va continuer à se détériorer régulièrement dans les 3, 4 ou 5 années qui viennent. Cela nous le répétons depuis 5 ans. Il ne se crée pas assez d'emplois pour répondre aux demandes nouvelles chaque année. Il s'agit d'un problème de fond qui nous concerne tous en tant que citoyen, et que nos sociétés industrielles devront régler dans les 10 ou 15 ans qui viennent. Les mesures ponctuelles ne sont que des cachets d'aspirine, de la morphine pour atténuer la douleur. Sauf à imaginer – on peut toujours rêver – que l'on va brutalement trouver un taux de croissance de 9 %, la solution passe donc par une remise en cause de la relation entre travail et revenu, entre travail et loisirs.

– Concrètement ?

– Il n'y a aucune loi d'origine humaine ou divine qui aurait disposé une fois pour toutes que les hommes devaient travailler 39 heures par semaine, 47 semaines par an et 33 ans dans leur vie. Je trouve aussi absurde de maintenir cette exigence, qui aboutit à laisser 3 millions d'individus sans statut, que de décider qu'à 55 ans un homme est mort.

– Qui doit commencer à s'attaquer au problème ?

– Mais vous, moi, nos organisations, les partis politiques, les chercheurs. Nous vivons sur le même modèle qu'il y a deux siècles. Or, ce modèle est inadapté. Changeons-en. Ce n'est pas une révolution, c'est une autre conception de la nature de l'emploi, la conception actuelle débouchant sur un nombre croissant de chômeurs.

– Reste que le problème est mondial...

– Vous avez raison. C'est vrai qu'aucun pays industriel n'a encore remis en cause les conditions de travail actuelles. Nous devons donc, aujourd'hui, trouver en concertation avec les partenaires sociaux, les partenaires économiques, des réponses à tous ces problèmes. Ce n'est pas en fermant les yeux qu'on y parviendra. ●

« Une entreprise où l'arbitraire existe ne peut être une entreprise performante sur le plan économique. »



Sipa-presse

Chirac, Balladur et Madelin au Forum du R.p.r. pour la libre entreprise.

ET TOC !

L'angoissé, le médiocre et le nul !



Pierre Joxe a le sens du qualificatif qui tue. Jacques Chirac ? Un angoissé. Jacques Toubon ? Un médiocre. Robert Pandraud ? Un nul. Mardi dernier, avant le débat à l'Assemblée Nationale du projet de loi gouvernemental sur la sécurité, l'ancien ministre de l'Intérieur s'en est donné à cœur joie. Accablant le président du R.p.r. d'un définitif : « J'ai toujours été convaincu de son inaptitude foncière aux affaires de l'Etat. » Dénonçant ce pauvre Toubon qui, à la présidence de la commission des lois de l'Assemblée nationale, ferait preuve de « bassesse morale ». Et accusant l'actuel ministre de la Sécurité : « Dans quelque temps, on s'apercevra que Pandraud a fait du mal, y compris au point de vue du moral de la police. Ce sera un mauvais souvenir – sa réputation est usurpée. » Et toc ! Parlant du projet de loi soumis aux parlementaires, Pierre Joxe à ajouté : « La droite parle beaucoup à la population pour lui faire peur, comme si la peur était un moyen de gouvernement. Nous, nous faisons appel à la raison, nous ne nous plaçons pas sur le même terrain. » Et re-toc !

M.D.

ETUDES

Quand le P.S. planche sur l'éthique

LE Parti socialiste organisait, le samedi 14 juin, une journée nationale de réflexion sur le thème « Médecine, éthique et société », journée à laquelle étaient conviés les premiers secrétaires fédéraux, les membres du comité directeur, les parlementaires et les membres des commissions « Santé, Affaires sociales », « Institutions et libertés », « Recherche et technologie », « Lutte des femmes ». C'est, à notre connaissance, la première fois, qu'un parti suscite un débat national en son sein sur ces questions.

Qu'on comprenne bien ; il ne s'agit pas d'établir un corps de doctrine éthique à usage individuel, mais est-il possible de faire l'économie d'une réflexion sur les bouleversements sans précédent qu'entraîne le progrès scientifique ? Sans doute, non, et le rapport introductif justifie le débat pour au moins quatre raisons.

Les problèmes de société, liés à cette formidable évolution dans des domaines aussi cruciaux que la procréation, l'expérimentation humaine, le secret médical, l'acharnement thérapeutique, l'euthanasie sont « de nature à modifier l'avenir ». A elle seule, les nouvelles techniques de procréation assistée risquent, à plus ou moins long terme, de bouleverser les structures familiales sur lesquelles est édifiée notre organisation sociale. Deuxièmement, le législateur peut être amené à légiférer. Ensuite les progrès sont tels qu'ils n'est plus possible de laisser les chercheurs en apprécier seuls les retombées ; le public lui même doit être éclairé : « S'il n'existe pas de réflexion commune préalable, si les organisations démocratiques n'ont pu réfléchir en temps utile à ces problèmes, il est à craindre que le chercheur, puis la société tout entière, subissent le progrès plutôt qu'ils ne le maîtrisent. » Enfin, « le socialisme a, parmi ses fondements, le progrès et l'humanisme ».

Quatre raisons donc pour mener une réflexion qui touche tout un chacun, mais « influe sur le devenir de la société ». Une vingtaine de personnalités ont été contactées par les auteurs du rapport introductif.

Tout au long des débats des trois commissions (reproduction humaine ; l'homme, objet de soins ; relations avec la mort), on s'est efforcé de mener une réflexion suffisamment souple pour respecter les choix éthiques individuels, suffisamment éclairée pour poser, en revanche, la dimension sociale des problèmes auxquels la société devra – un jour ou l'autre – apporter une réponse.

Dans le seul domaine de la procréation, le droit à l'enfant se heurte au droit de l'enfant. Les deux ne sont certes pas incompatibles, mais ils peuvent être en contradiction. Faut-il, pour satisfaire aux aspirations parentales, cacher ses origines à l'enfant né d'une insémination artificielle ? Le secret levé, « ce droit » de savoir se heurte à son tour au droit – voire au devoir – du donneur ou des CECOS qui pratiquent l'I.A.D. Autre question : l'équilibre de l'enfant se fonde-t-il sur la seule qualité de l'accueil, quelle que soit la forme que prend « le ménage » (femme seule, couple d'homosexuels...) ou lui faut-il une mère ET un père ?

Faut-il légiférer au risque d'édifier un cadre caduc avant d'être appliqué, ou s'abstenir, au risque de voir éclater les valeurs qui fondent une collectivité ? A cet égard, la commission a estimé que le cadre législatif devait, en effet, établir des garde-fous en sachant que la loi suit généralement l'évolution des mœurs. Ni trop tôt ni trop tard. La législation se justifie dès lors que la collectivité est mise en cause.

La seconde commission s'est penchée sur le secret médical. Là encore, même confrontation entre la préservation des libertés individuelles et la protection de la société. On le voit avec le Sida par exemple. On le mesure dès qu'on aborde les impératifs épidémiologiques qui nécessitent souvent la tenue de fichiers informatisés. L'équilibre entre le droit des individus et l'intérêt de la société est délicat : comment concilier secret et connaissances épidémiologiques ? Les participants se sont rangés à l'avis de la commission « Informatique et libertés » : dans certains cas, le médecin doit pouvoir apprécier en conscience s'il doit ou non recueillir le consentement du malade avant de livrer une information indispensable au niveau de la santé publique, dans le cadre du « secret partagé » avec l'organisme de recherche. Ils ont également estimé qu'il fallait mettre un terme au flou qui règne actuellement dans l'expérimentation sur l'homme de médicaments ou de techniques, en s'appuyant sur les notions de « consentement libre et éclairé » et du « rapport risque encouru-avantage espéré ».

L'évolution technique et son coût posent le problème de l'évaluation médicale et sociale des techniques. Pareille évaluation n'a, en définitive, de sens qu'au regard des valeurs qu'une société défend et promeut.

PIERRE-YVES POINDRON

PEROU

L'I.S. sabotée par le terrorisme et la violence d'Etat

Le dix-septième congrès de l'Internationale socialiste a été la cible de plusieurs attentats attribués par la police péruvienne à l'organisation Sentier lumineux. Le dispositif policier mis en place par le gouvernement d'Alan Garcia n'a pas réussi à contenir la vague de violence déclenchée par les terroristes avant et après le massacre par l'armée de plus de deux cents « senderistes » détenus dans les prisons péruviennes.

Plusieurs leaders de l'Internationale socialiste avaient annulé leur voyage en raison des problèmes de sécurité existant dans la capitale du pays. La sauvage répression militaire en réponse aux mutineries déclenchées simultanément dans trois établissements pénitentiaires proches de Lima mettent en danger le fragile équilibre construit par le président Alan Garcia depuis son élection il y a douze mois. Entre l'enclume du terrorisme meurtrier et le marteau d'une armée capable de toutes les atrocités, la marge de manœuvre du jeune dirigeant de l'Apra se réduit de jour en jour. Les événements de cette dernière semaine risquent d'être fatals à ce qui reste de démocratie au Pérou.

Pour la première fois un congrès de l'I.s. se déroulait dans un pays du tiers monde, et c'était l'occasion d'élargir les discussions vers des problèmes tels que la dette, la paix en Amérique centrale, l'apartheid et la situation des nouvelles démocraties de l'Amérique du Sud. Malheureusement cette réunion n'est pas arrivée à son terme et les travaux ont conclu un jour avant la date prévue. Cependant une résolution a été approuvée qui évoque les principaux problèmes de l'Amérique latine.

Bien évidemment la violence terroriste et les atrocités commises par les militaires péruviens ont occupé le devant de la scène. Dans une déclaration à l'A.f.p. Lionel Jospin a déclaré qu'il souhaitait qu'une commission internationale se mette rapidement en place pour enquêter sur l'intervention militaire dans les prisons.

En ce qui concerne l'Amérique centrale, la résolution approuvée donne un « appui résolu à l'initiative du groupe de Contadora et à ses efforts de paix ». La politique américaine au Nicaragua et l'aide des Etats-Unis aux forces de la « contra » ont été rejetées puisqu'elles « augmentent les possibilités d'aboutir à un conflit généralisé dans la région ». A propos de la dette, le document de l'I.s. critique sévèrement les politiques d'austérité imposées aux pays débiteurs. Plusieurs propositions ont été envisagées qui vont de l'annulation de la dette pour les pays les plus démunis jusqu'aux mesures de rééchelonnement des échéances sur trente ans pour les autres. Les limites des remboursements devraient être adaptées aux exportations de chaque pays pour ne pas interdire la croissance économique des nations sous-développées.

C.F.-L.

CANTONALES

Le test des partielles (suite)

En même temps que les mauvais sondages pour le gouvernement, les élections partielles indiquent le commencement d'une évolution du corps électoral par rapport aux résultats de mars dernier. Deux communistes ont été élus dimanche dans le canton de Chalette-sur-Loing (Loiret) à la suite d'une annulation et dans celui de Beausoleil (Alpes-Maritimes) ou le candidat du P.c.f., en mauvaise posture au premier tour, l'a emporté grâce à une forte mobilisation des voix de gauche.

Dans le 9e canton de Nantes, c'est le candidat du P.s. Albert Mahé qui a nettement devancé celui de la droite dont l'élection, à huit voix près, en mars 1985 avait été annulée par le conseil d'Etat. La municipalité réactionnaire de Nantes, aux prises avec des querelles internes à la suite d'affaires douteuses paraît d'ailleurs très menacée. Deux électeurs sur trois se sont en tout cas abstenus dimanche dernier ce qui a permis au P.s. de progresser de quatorze points par rapport à l'an dernier alors que le P.c.f. reculait lui de près de trois points.

A noter également le succès obtenu aux municipales de Tullins-Fures (Isère) où la liste conduite par le candidat officiel du P.s. Vallimi enlève vingt-deux sièges contre sept à la liste de droite.

Commentant l'ensemble de ces résultats « le Monde » titrait lundi : « Bonne tenue de la gauche ». Attendons la suite.

A.V.

UNIVERSITE

La règle de l'autobus

La course aux inscriptions va s'ouvrir. A peine sortis de l'épreuve du bac, les postulants aux études supérieures savent qu'il leur faut affronter au moins aussi pénible : des queues interminables devant des guichets surchargés, des crises de nerfs, des déceptions... La belle incertitude du sport, quoi ! Les places disponibles étant limitées, les premiers arrivés sont les premiers servis, selon la règle dite « de l'autobus ».

L'U.n.e.f.-I.d., depuis longtemps, essaie de se mettre au service des bacheliers. Avec des guides (tout sur l'inscription, les marches à suivre, les diplômes délivrés, les facultés, les adresses utiles, les œuvres universitaires, le sport, l'emploi, le logement...). Et avec un service Minitel consultable chez soi (36 15 91 77. code UNEFID) et dans treize centres d'inscription de la région parisienne.

Outre une information sur les filières, une messagerie et des jeux, ce serveur télématique fera le compte des places disponibles dans tous les premiers cycles, avec réactualisation de demi-heure en demi-heure. De quoi éviter des attentes inutiles. Radio 7 fera également des points d'information réguliers (sur 91.3 et 91.7 F.M.) et sonorisera les halls des facultés pendant la durée des inscriptions.

Alors, prêts ? Partez !

F. de G.

CHRONIQUE DE LA BÊTISE ANNONCÉE

Ducon la joie au stade

« TIENS la liaison son ne se fait pas ce soir avec le Mexique ? » « Si, si mais comme c'est Thierry Roland qui commente je préfère m'en passer. » Soir béni où renonçant à l'ambiance survoltée d'un stade en folie le « pater familias » prend son pied devant son petit écran mais EN SILENCE !

Incompétent et dangereux selon les amateurs le commentateur sportif doit bien trouver grâce aux yeux de quelques-uns puisqu'il reste quasi omniprésent depuis des décennies derrière son micro en dépit de ses facéties madrilènes en 1982 (ce qui lui valut le surnom de « Ducon » décerné par la presse espagnole) et surtout de son inoubliable « sang-froid » au stade du Heysel l'année dernière.

Porte-parole du supporter de base, Thierry Roland n'est après tout que le reflet caricatural de tout ce qui suscite le rejet et le mépris de ceux qui ont le malheur de ne pas sacrifier au culte du ballon rond : chauvin, raciste, s'en prenant systématiquement à l'arbitre, nourrissant une passion aveugle pour les stars – quand l'Argentine joue, il ne reconnait que Maradona les autres peuvent toujours courir, idem pour Platini ou pour Rumenigge – Thierry Roland n'est jamais que la verrue un peu trop visible sur le visage qu'on aimerait nous faire croire lisse et beau d'un sport-spectacle pourri par le fric, les combines et la violence.

On comprend que la Tunisie n'ait pas apprécié que Thierry Roland s'écrie dans le feu de l'action : « Comment peut-on confier l'arbitrage d'un match d'une telle importance à un Tunisien », alors que Maradona l'idole pourtant du franchouillard de service, venait de marquer un but avec le poing ce qui ne se fait pas, parait-il, dans ce jeu de manchots !

Gardez-nous Thierry Roland et ses insanités... si seulement il pouvait aider à précipiter le processus d'écœurement pour cette insupportable manifestation de nationalisme étroit, de truquages et de mépris de l'autre qu'est le Mundial ! En disant cela je sais que je me berce d'illusions puisque de la cour de récré en passant par la cantine d'entreprise, le métro, le bus, le bureau, le magasin et même l'Elysée, dit-on, le seul sujet de conversation reste la victoire possible des Bleus. On peut toujours rêver !

NICOLE CHAILLOT

DES CITES UNIES PAR LE JUMELAGE-COOPERATION

PAR DENIS DANGAIX

Dakar, les 13 et 14 juin dernier, aura rassemblé quelques centaines d'élus des cinq continents tous adhérents de la Fédération mondiale des villes jumelées. Les jumelages-coopération, deux exemples choisis au hasard de ces cités-unies : Hérouville-Saint-Clair (Calvados) avec la communauté d'Agnam (Sénégal) et la Ligue de l'enseignement sur un chantier au Togo.

LE Centre international d'échanges de Dakar constraste avec l'environnement du cap. Mélange de Bouygues et de Merlin, le béton a la couleur du sable. Gris. Quelle architecture... ! Un grand auditorium aussi vaste qu'une nef d'église, climatisé à souhait, fait oublier l'espace d'un instant que la chaleur moite de la présaison des pluies cogne à deux pas d'ici.

Abdou Diouf arrive. Clameurs, danses, rythmes, claquements des mains. Le président de la République du Sénégal ne peut se déplacer incognito. Et même si sa garde personnelle – de grands gaillards habillés d'uniformes rouges, le sabre au clair – annonce sa venue, la ferveur qui s'empare de ses partisans est un grand moment de relations publiques. Le forum de Dakar peut commencer.

Jumelages-coopération, une idée particulière du mot solidarité. Ces collectivités du Nord ou du Sud, ces cités réparties dans les cinq continents, regroupées dans cette Fédération mondiale des villes jumelées affirment leur attachement, en terme militant, au développement comme facteur de paix entre les nations, entre les peuples. Chantiers internationaux, formation et coopération, santé, développement rural, eau, autant d'indicateurs de besoin, autant de formes de participation. Et ces maires ou représentants de comités locaux de jumelage, quelque 300 personnes à avoir fait le déplacement d'« Europe », dans leurs contacts et échanges d'expériences ne s'y trompent pas. Le volontariat, comme l'autonomie de décision sont les moteurs de leurs actions.

De la Normandie au Sénégal

Les villages d'Agnam, au centre même de la bande Sahel en plein cœur du Sénégal. Il s'agit d'une communauté rurale formée autour de 10 bourgades comptabilisant quelques 15 000 âmes. Aucune originalité dans le décor, hélas. Une existence rude, difficile. Une misère endémique due à une pauvreté en tout : manque d'infrastructures médicales, scolaires, économiques, une faiblesse du taux de scolarité, un manque de médicaments et surtout un manque catastrophique d'eau. Pourtant, ici ou là, une trentaine de puits pompent un liquide non potable. Et, même si plus de la moitié de ces installations ne fonctionnent pas, l'absence totale d'assistance technique semble y être pour quelque chose, on sent comme une solution. En 1980, avec l'aide du gouvernement sénégalais, la population d'Agnam crée l'Alda (Association de liaison pour le développement d'Agnam). Chaque habitant de cette zone est considéré comme membre de cette structure. Le but est simple et peut se résumer en une seule formule : « Vouloir, c'est pouvoir. »

Ils discutent alors de leurs problèmes, confrontent les possibilités. Ils agissent sur leurs destins. Le Sahel et sa sécheresse peuvent être vaincus. Si... les projets retenus trouvent des débouchés. Comment la municipalité socialiste d'Hérouville-Saint-Clair (Calvados) est-elle venue se « greffer » sur « cette » solidarité ? La question pourrait se poser. Mais le fait est là. Jangui Le Carpentier, conseiller régional et maire-adjoint d'Hérouville, a répondu sans difficulté à l'appel d'Agnam. Un appel enregistré par l'intermédiaire des



Un chantier de jeunes volontaires français des cités unies à Sabou au Burkina-Faso.


Gamma

Le congrès de la Fédération mondiale des villes jumelées se tenant au Centre international d'échanges de Dakar.

programmes de coopération et de la bourse des projets *(voir « l'Unité » n° 639).*

« C'est d'une simplicité enfantine, explique Jangui Le Carpentier. Trois objectifs nous ont guidés. D'abord, dépasser la micro réalisation et l'aide ponctuelle. Ensuite, affirmer notre volonté de promouvoir une aide au développement. Enfin, permettre la maîtrise de ce développement par la population. Le projet de la communauté d'Agnam, les modes de relations qui se sont instaurés avec les populations répondent à notre sens de la solidarité. »

Adduction d'eau, multiplication des fontaines dans les villages (une pour 300 personnes), reboisement, amélioration de l'alphabétisation, création de structures permettant aux jeunes d'Agnam d'apprendre l'histoire de leur peuple... vivre enfin, le jumelage-coopération avec Hérouville-Saint-Clair doit le permettre. Pour cela, la ville a doté à son budget primitif 1985 un crédit de 100 000 F auquel s'est ajoutée la volonté de réaliser 1 % d'économie sur les dépenses de fonctionnement (hors dépenses de personnel) soit en 1985 : 252 000 F. En outre, la proposition est faite aux associations de la ville de reverser 1 % de leur subvention. Tout ceci a été renouvelé.

Un autre exemple de coopération, plus lourd, plus organisé, c'est celui de la Ligue de l'enseignement. Qui ne connaît pas cette association vieille de cent vingt années. La « Laïque », comme on la surnomme est aussi Organisation non gouvernementale (O.n.g.). Et même si on n'aime pas trop, dans ses rangs, ce genre d'appellation (non) contrôlée, chaque fédération départementale des œuvres laïques est vigilante auprès des bourses de projets.

L'idée, indispensable ô combien, de la cantine scolaire de Tandjoaré au Togo est l'un des projets en cours, orchestré par la Ligue de l'enseignement. Elle est due à l'association togolaise pour l'éducation - développement, sœur cousine de la branche française. Et la réalisation se fera (en août prochain) grâce à la Fédération d'action laïque de la Loire-Atlantique. Le financement, deux villes dirigées par des maires socialistes : Rezé (40 000 F) dont le premier magistrat est Jacques Foch et Bouguenais (40 000 F), la commune de l'ancien secrétaire d'Etat aux Immigrés, François Autain. La partie togolaise, quant à elle, versant 60 000 francs pour ce projet.

« Nous sommes à fond pour les actions de coopération, explique Roland Biache, responsable à la Ligue du secteur international. Et, pour nous, une fois le projet identifié, quantifié, nous ferons le nécessaire pour trouver des partenaires, communes, organisations, comité national de jumelage, ou associations laïques de solidarité, afin de réaliser les chantiers. C'est une façon de mener à bien la coopération. »

Le Havre, Aurillac, Liévin (dans le Pas-de-Calais), Palaiseau... des dizaines d'autres cités encore. Toutes présentes à Dakar pour rencontrer les responsables de Bakel (Sénégal), de Bremen (R.f.a.) ou de Tokomadji (Mauritanie). Plus de 600 villes françaises membres du Comité national de jumelage (présidé par Bernard Stasi, maire d'Epernay). 1 500 communes adhérentes à la Fédération mondiale des villes jumelées, dont Pierre Mauroy est le président. Les cités - unies font œuvre de développement. Dakar en était un symbole. Celui d'une rencontre pour l'amitié et la paix. ●

Fédération mondiale des villes jumelées 2, rue de Logelbach, 75017 Paris ; tél. : (1) 47.66.75.10. Même adresse pour le Comité national de Jumelage.

– Ligue française de l'enseignement et de l'éducation permanente, 3, rue Récamier, 75341 Paris, CEDEX 07.


Gamma

Le président Abdou Diouf, Danielle Mitterrand et Pierre Mauroy, à Dakar.

Pierre Mauroy : « C'est la somme des logiques nationales du développement qui crée l'illogisme mondial du sous-développement. »

En ouvrant le forum de Dakar, Pierre Mauroy, président de la Fédération mondiale des villes jumelées, a insisté sur le rôle primordial de la ville comme lieu de coopération. De plus, il a rappelé les enjeux du plan Marshall. Voici quelques extraits de son intervention.

« (...) Faut-il rappeler que le plan Marshall dont bénéficia l'Europe il y a près de quarante ans constitue une référence très actuelle. Il fut généreux en cela que l'Amérique mit ses richesses à la disposition de l'Europe, sans distinguer vainqueurs et vaincus, et qui peut nier aujourd'hui qu'en assurant pour longtemps la prospérité américaine il fut simultanément d'un grand réalisme. Aujourd'hui, chaque pays industriel doit s'enfermer dans une logique d'équilibre financier purement nationale et ignorer les déséquilibres mondiaux. Croit-on vraiment, par exemple que l'accumulation fantastique de dettes du tiers monde puisse se résoudre alors que les créanciers freinent le développement économique des débiteurs ? (...) Face à cette situation, les villes réunies dans la Fédération mondiale ont décidé de réagir avec la conviction que si elles n'ont pas les moyens de suppléer à la carence des Etats, ni la prétention de se substituer à eux, elles peuvent néanmoins apporter une contribution au développement qui sera originale dans son contenu et dans ses modalités. (...) »

ISRAEL

Laïcs contre ultras religieux

« Pour chaque abribus détruit, une synagogue incendiée », ont proclamé « les citoyens contre les ultras religieux » après avoir mis le feu — sacrilège sans précédent en Israël — à la synagogue de Kyriat Shalom de Tel Aviv. Effectivement, face à la subite poussée intégriste des ultras orthodoxes de Jérusalem, passant outre légalité et police (singulièrement laxistes) pour s'attaquer systématiquement depuis quelques mois aux abribus de la cité porteurs de pubs aux formes féminines trop suggestives, les laïcs (majoritaires de fait en Israël) ont osé riposter. D'autres centres religieux ont déjà subi leurs représailles motivées (des Thoras ont même été lacérées !). N'est-ce que le débordement spectaculaire d'un antagonisme presque aussi vieux que l'Etat juif (que le rabbinat niché en son sein, et dont il tient l'Etat civil, rêve d'asservir à sa loi) ou, cette fois, comme le clame le chef de l'Etat, va-t-on vers un éclatement de l'abcès, « une guerre fratricide » des cultures qui viendrait s'ajouter à l'impossible conflit israélo-palestinien ?

L'extension inédite de l'offensive cléricale à l'ensemble du pays, pour un respect draconien du repos sabbatique — enjeu clé de la lutte avec les laïcs — donne à penser que, loin de se limiter aux folkloriques » « Neturei Karta » (ultras en chapeaux plats et papillotes de Jérusalem), c'est l'ensemble des partis religieux — indispensable force d'appoint à toute coalition gouvernementale en Israël — qui, largement confortés dans leurs prérogatives depuis l'accession de Begin en 1977, cherchent à arracher au précaire gouvernement d'Union nationale une reddition historique. Cette possible victoire du fanatisme religieux est en tout cas l'inquiétude majeure d'une bonne partie de l'opinion et de la gauche israélienne après la constitution d'urgence par le Premier, Shimon Pérès, d'une « assemblée de Sages » chargée de rechercher une douteuse conciliation nationale entre deux pôles radicalement opposés.

Le développement continu des mouvements annexionnistes mystico-politiques ou d'extrême droite, à l'œuvre dans les territoires occupés (Goush Emonim du rabbin Levinger, Kach du rabbin fascisant Kahane), et à l'origine d'un « terrorisme juif » qui défia la loi, a créé un contexte particulièrement favorable à la rébellion actuelle des ultras religieux.

J.L.



Ultras religieux manifestant après leur arrestation à Jérusalem.

Gamma

ESPAGNE

Hégémonie socialiste

Une nouvelle victoire électorale pour les socialistes espagnols. Le président du gouvernement, Felipe Gonzalez, obtient à nouveau la majorité absolue aux Cortes, le Parlement espagnol. Les élections du dimanche 22 ont donné au PSOE, avec 44 % des voix, 184 députés. Son principal concurrent, la Coalition populaire, arrive loin derrière avec 26 % des voix. Le principal dirigeant de la droite espagnole, Manuel Fraga, perd ainsi une fois de plus l'occasion de mettre en péril l'hégémonie électorale des socialistes. C'est peut-être la dernière bataille de Fraga rendu personnellement responsable de cette défaite des conservateurs. L'image d'une droite dure, réactionnaire et autoritaire a été rejetée par les électeurs.

Mais ceux qui espéraient assister ce dimanche à la naissance d'une « nouvelle droite » en sont aussi pour leurs frais. Les « centristes » ont réussi à réunir à peine 0,4 % des voix autour du Catalan Miguel Roca. En revanche, l'autre dirigeant centriste, l'ancien Premier ministre Adolfo Suarez parvient à bien tirer son épingle du jeu. Après avoir mené une campagne électorale où le populisme de ses discours se mélangeait adroitement à de vagues promesses économiques, Suarez parvient à arracher 19 sièges. Il avait obtenu 2 sièges en 1982. Au milieu de la débâcle subie par la droite, Suarez et son parti, le Centre démocratique et social C.d.s. font figure de rescapés. Ce leader politique au charisme certain peut maintenant aspirer à commencer un travail de recomposition de l'opposition qui face à la puissance et au dynamisme des socialistes semble quelque peu anémique.

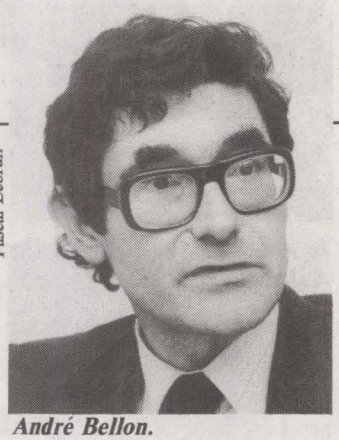
A gauche, la composite alliance formée autour du Parti communiste espagnol, obtient 4,6 % des voix et sept députés. Après être tombée très bas cette fraction des communistes espagnols commencent à sortir la tête hors de l'eau. Les luttes intestines qui ont divisé le P.c.e. appartiennent maintenant au passé. Il n'en va pas de même pour le leader historique Santiago Carrillo qui perd son

LIBAN

Les autorités religieuses ont repris l'initiative

André Bellon, député socialiste de Haute-Provence est un bon connaisseur du Liban. Il a déjà effectué plusieurs missions dans ce pays difficile où les Français courent trop souvent des risques qui mettent en péril leurs vies. Lors de son dernier voyage avec d'autres parlementaires français, l'hélicoptère, où notre député avait pris place, essuya le feu « d'un groupe extrémiste non identifié » mais dont le but était — sur fond d'otages et de guerre civile — de contrer par la violence la politique de la France dans cette région.

Condamné par toutes les communautés qui participent, malgré tout, à ce qu'on peut appeler l'Etat libanais, l'attentat avait échoué. « Nous avions décollé du P.c. des forces françaises de la Finul. Au moment où nous traversions la ligne de démarcation de la zone contrôlée par la Finul il y eut une ou plusieurs rafales d'arme automatique. Nous volions à 150 m d'altitude. Les balles ont percé les réservoirs de combustible, le réservoir d'huile et les circuits hydroliques ; l'appareil devenait difficile à manier et il y avait de l'essence qui se répandait. Le pilote connaissait très bien le terrain et il a réussi à contrôler son appareil. Quelques minutes après nous avons pu nous poser sur un terrain d'atterrissage de la Finul ».



Pascal Lebrun

André Bellon.

« L'UNITE » : Quelles étaient les buts de votre mission.

ANDRE BELLON : Faire le point sur une situation complexe et changeante qui évolue vite. La France est impliquée au Liban et elle se doit d'expliquer à son opinion publique ce qu'il en est de la situation libanaise et de ses rapports avec l'Etat libanais. Finalement certains de nos compatriotes vivent là-bas une situation très difficile, très délicate. C'est clair qu'il y a un processus d'intimidation visant à dissuader les Français pour qu'ils quittent le Liban. Jusqu'à présent plusieurs de nos compatriotes ont résisté, ce qui montre leur courage et leur détermina-



Gamma

Felipe Gonzalez.

siège puisque sa formation, une dissidence du P.c.e. « officiel », recueille moins de 2 % des voix.

Forts de leur victoire les socialistes vont pouvoir continuer l'œuvre commencée en 1982. Une politique économique rigoureuse qui n'a pas empêché la montée du chômage mais qui est en train de réussir son pari de moderniser l'économie espagnole. Pour les électeurs le P.s.o.e. apparaît comme le meilleur garant d'une démocratie encore jeune. Après quatre ans de gouvernement socialiste les Espagnols continuent à voter majoritairement à gauche.

CHILI

Pinochet jusqu'en 1989 ?

Destiné à combattre la « menace interne contre la sécurité nationale », l'état d'urgence a été reconduit au Chili. Cette mesure en vigueur depuis le coup d'Etat de 1973, et régulièrement renouvelée depuis, donne carte blanche aux autorités policières et militaires et restreint les libertés publiques. Depuis le mois d'avril les rafles dans les quartiers ouvriers se succèdent sans cesse. Plus de quinze mille personnes ont été arrêtées et interrogées par la police, selon les informations fournies par la commission chilienne des droits de l'homme.

L'agitation dans les universités et lycées de Santiago a rencontré une réponse répressive de la part d'un gouvernement quelque peu isolé au milieu d'une mobilisation populaire constante. Les organisations sociales du Chili ont annoncé leurs propositions concernant un plan de « désobéissance patriotique ». Ce mouvement pacifique, qui semble dépasser les partis politiques traditionnels, rassemble les syndicats ouvriers, les professions libérales, les organisations d'étudiants et même les petits commerçants et les camionneurs.

Toutes ces associations professionnelles proposent, en outre, une grève générale qui devrait avoir lieu les 2 et 3 juillet. Un appel a été lancé aux partis politiques pour qu'ils fassent cause commune dans cette lutte antidictatoriale. En effet, jusqu'à maintenant, l'opposition à Pinochet, de la démocratie chrétienne aux communistes, n'a pas réussi à trouver les termes d'un accord politique. La poussée du mouvement social, avec cette mobilisation inédite des associations, des syndicats et d'organisations professionnelles met les dirigeants politiques face à leurs responsabilités.

Pinochet n'est pas pour autant prêt à lâcher prise. Il sait en plus que les Etats-Unis, tout disposés qu'ils soient à appuyer un retour à la démocratie, ne vont pas l'obliger à presser le pas. Selon les Américains l'opposition chilienne n'offre pas les garanties nécessaires pour qu'on précipite une issue démocratique. Les diplomates de ce pays aiment rappeler que le modèle philippin peut difficilement s'appliquer au Chili.

L'opposition pense que dans les faits les Etats-Unis vont continuer avec Pinochet jusqu'à 1989, date à laquelle le dictateur affirme que la transition pourrait commencer. Pour l'instant toutes les sanctions économiques demandées avec insistance par les démocrates chrétiens, les socialistes et les communistes sont exclues. Selon le département d'Etat nord-américain, il s'agit de promouvoir le dialogue entre le pouvoir et l'opposition jusqu'à 1989 « tout en évitant les gestes qui peuvent exacerber les passions au Chili ». Face aux mots d'ordre d'une population déjà survoltée « non à la dictature » et « démocratie tout de suite » – les Etats-Unis continuent à proposer la « réconciliation » entre le pouvoir militaire et la société. Une impasse qui peut s'ouvrir sur une escalade de la violence.

Carlos FERRARI-LOPEZ

tion, mais on ne peut pas demander à l'homme plus que ce qu'il peut octroyer. Nous voulions connaître sur le terrain les conséquences de cette réalité.

– Pour l'opinion publique française « la situation libanaise ne s'arrange pas », plutôt le contraire, en ce qui concerne l'Etat libanais on voit mal l'espoir d'une consolidation, voire d'une renaissance, prendre corps.

– C'est vrai que la situation ne s'est pas améliorée. C'est vrai néanmoins que la dégradation et que l'éclatement que certains espéraient n'a pas eu lieu. On a le sentiment que les forces en présence n'arrivent pas à se mettre d'accord sur la récréation du Liban dans son identité historique mais aucune force n'est capable de proposer autre chose. Je suis persuadé que dans la recherche d'un compromis l'importance des différentes composantes intérieures a encore un poids. Là-bas nous avons rencontré toutes les forces légitimes, c'est-à-dire représentées dans les institutions libanaises. Je peux vous dire que la majorité du peuple libanais a envie de trouver un compromis dans la mesure où il ne voit aujourd'hui aucune solution dans la perpétuation de la guerre civile ni dans l'intervention de forces extérieures. Cela se traduit dans les forces représentatives, celles que nous avons rencontrées, des forces qui ont envie de trouver les voies d'un dialogue politique. Cette volonté peut être contrebalancée par des gens qui souhaitent poser le problème de l'avenir en des termes différents, par exemple en faisant plus référence à la communauté libanaise...

– C'est le cas de l'intégrisme islamique ?

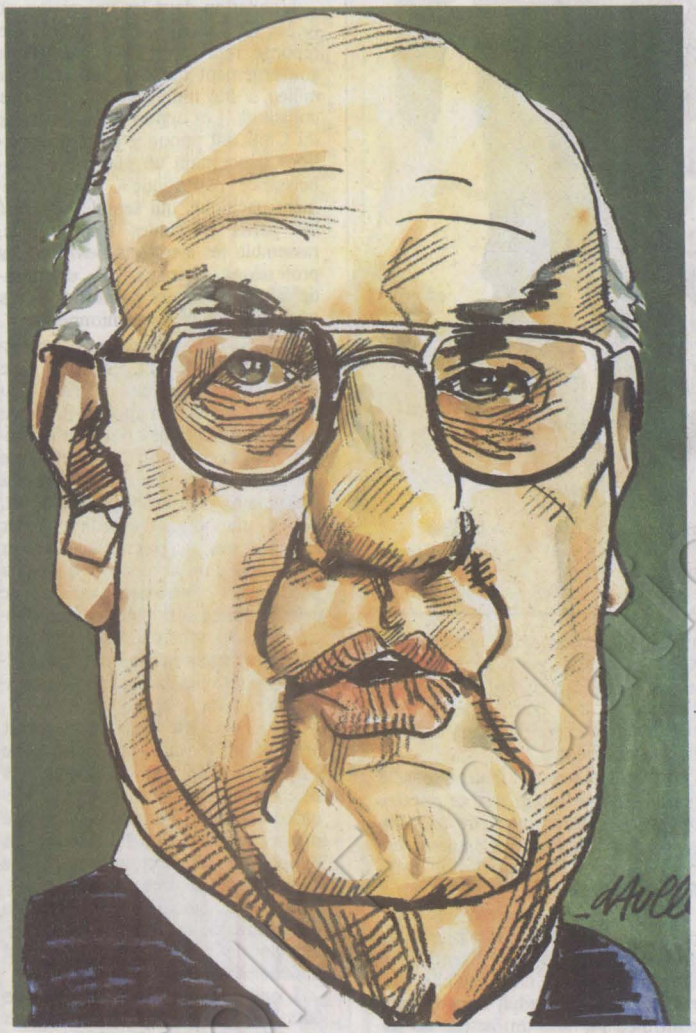
– Oui, mais dans ces cas-là on sortirait de la logique actuelle. Je ne pense pas que ce soit le chemin choisi par la majorité de Libanais. Par rapport à mes voyages précédents il y a un élément qui m'a, cette fois-ci, beaucoup frappé. J'ai le sentiment que les autorités religieuses de chaque communauté ont repris l'initiative par rapport aux autorités civiles et militaires. Cette évolution est très claire chez les chrétiens mais elle est assez nette aussi chez les chiites. Jusqu'à présent, chacune des communautés a cherché, dans la logique de la réalité libanaise, à marquer des points en tant que communauté religieuse et au détriment des autres. Tout en souhaitant, je le crois, trouver une situation de compromis avec un rapport de forces le plus favorable possible. D'où des conflits et des affrontements interminables. Mais, à partir du moment où s'affirme un phénomène purement intégriste, le débat change de nature. Pour la communauté qui s'affirmerait en tant qu'intégriste, il s'agirait d'abord de nier à l'extrême l'existence de l'autre et, en conséquence, il ne s'agirait plus de rechercher un compromis. Cette situation peut constituer un élément de danger qui fasse réagir l'ensemble des communautés libanaises. Cela concerne aussi bien les forces extérieures.

– La présence française est maintenue au Liban par sa participation à la force militaire des Nations unis, la Finul. Comment est ressenti au Liban le rôle de cette force ?

– Quand on interroge les autorités des différentes communautés, une par une, elles vous disent toutes que la Finul est utile, qu'elle doit rester, qu'elle introduit dans la zone contrôlée par elle un facteur de stabilité. Beaucoup de gens nous ont dit qu'il ne serait pas mauvais que son rôle s'étende et certains de nos interlocuteurs ont exprimé les plus vives critiques vis-à-vis de ceux qui auraient pu faire penser, par certains gestes, que le rôle de la Finul pourrait s'affaiblir. Ça c'est assez clair mais il y a cependant des nuances. Toutes les autorités disent ce que je viens d'exprimer mais elles ne le disent jamais ensemble. Il ne faut pas non plus qu'il y ait contradiction entre les positions affirmées quant aux rôle et place de la Finul, aux rôle et place de la France au Liban et certaines pratiques qui se manifestent sur des Français vivant et travaillant dans ce pays.

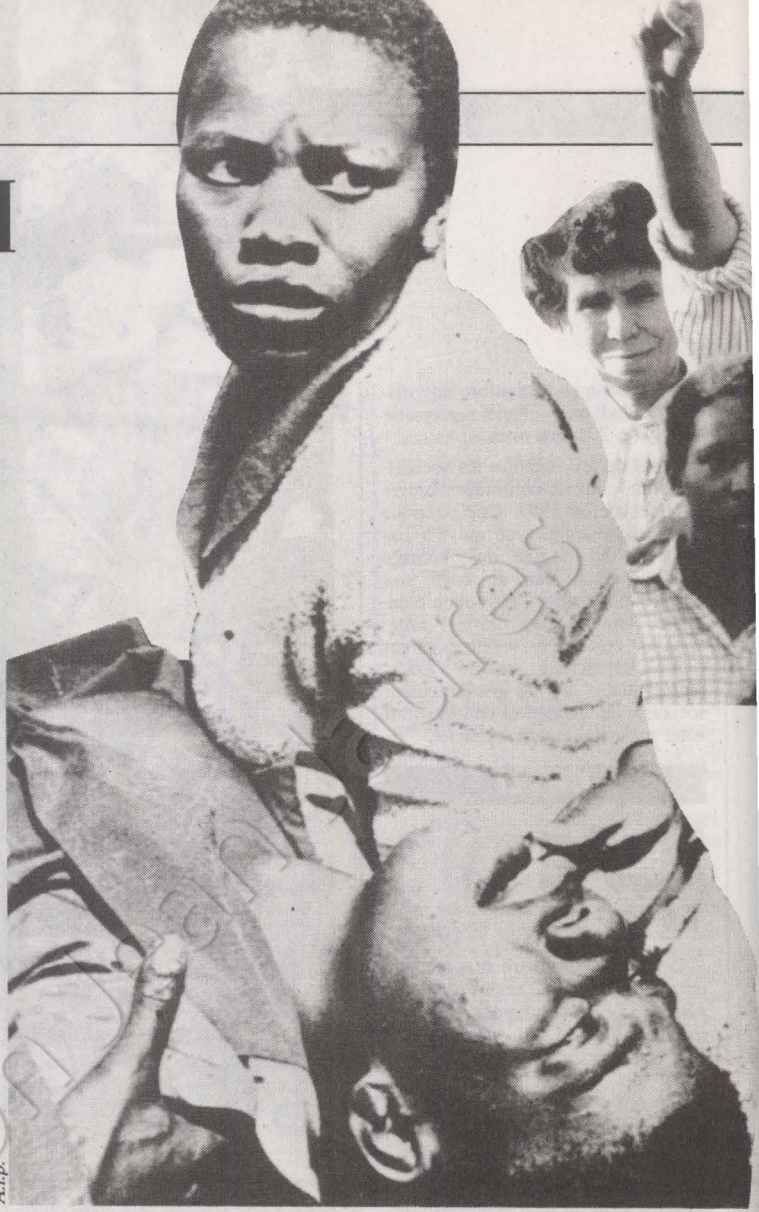
(propos recueillis par Carlos FERRARI-LOPEZ)

APARTHEID : CRI D'ALARME DU COMMONWEALTH



Le président Botha, vu par Daullé.

Une délégation d'anciens dirigeants du Commonwealth – australien, britannique, tanzanien, canadien, nigérian, indien – vient de remettre un rapport alarmiste – dont nous publions des extraits – dans lequel il apparaît que seules des sanctions économiques peuvent encore empêcher « le pire carnage depuis la Seconde Guerre mondiale ».



A.f.p.

La tension s'aggrave chaque jour en Afrique du Sud où le gouvernement, dans le cadre de l'état d'urgence remis en vigueur il y a deux semaines, multiplie les mesures de censure et de répression. En dépit du manque d'informations précises, on compte déjà plusieurs dizaines de morts dans la population noire.

Alors que les pays de la Communauté européenne ont été jusqu'à présent incapables de prendre ensemble des mesures concrètes contre le gouvernement de Pretoria, les représentants du Commonwealth s'inquiètent sérieusement d'une situation qui réunit tous les ferments d'une explosion violente. Une délégation d'un niveau élevé comprenant l'ancien Premier ministre d'Australie Malcolm Fraser, l'ancien président du Nigeria le général Obasanjo, la présidente du Conseil mondial des Eglises, Nita Barrow, l'ancien chancelier de l'Echiquier britannique, Lord Barber of Wentbridge, l'ancien ministre des Affaires étrangères de Tanzanie, John Malecela, le primat de l'Eglise anglicane du Canada, l'Archevêque Edward Scott, et l'ancien ministre des Affaires étrangères de l'Inde, Sardar Swaran Singh a parcouru tout le pays et rencontré aussi bien les dirigeants de Pretoria que les leaders de l'opposition noire. Ces personnalités, qui appartiennent à des familles politiques diverses, ont rédigé un rapport accablant pour le régime de l'apartheid et qui met l'accent sur le fait – Margaret Thatcher a dû en avoir un haut le cœur – que seules des sanctions économiques rigoureuses sont susceptibles de modifier la situation.

NOUS tirons la conclusion que, quoique le gouvernement sud africain se déclare prêt à négocier, il n'est, en vérité, pas encore prêt à négocier de changement fondamental ni à tolérer la création de structures véritablement démocratiques ni à envisager la perspective de la fin de la domination blanche et du pouvoir des Blancs dans un avenir prévisible. Son programme de réforme ne met pas un terme à l'apartheid, mais cherche à lui donner un visage moins inhumain. Ce qu'il recherche, c'est le partage du pouvoir mais sans abandonner le contrôle d'ensemble par les Blancs.

Concernant les modalités de la négociation, la position adoptée par le gouvernement consiste dans une large mesure à prendre ses désirs pour des réalités. Le gouvernement est disposé, et



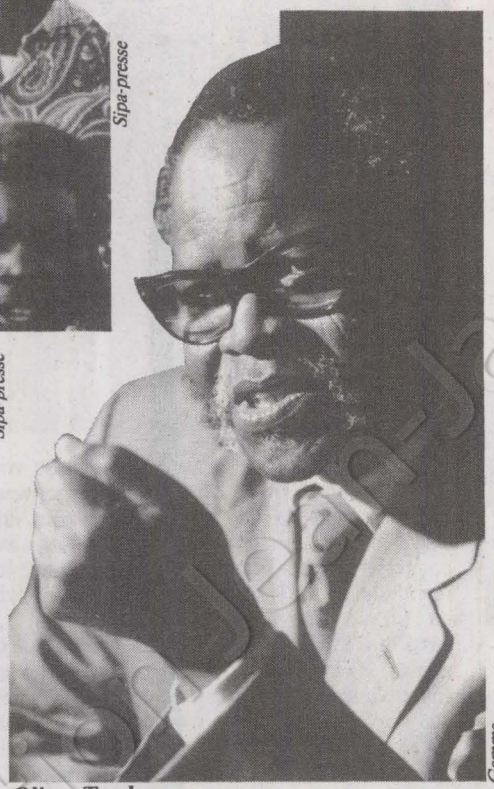
Jeunes sud-africains blancs manifestant avec les Noirs dans le ghetto d'Alexandra.

Sipa-presse



Sipa-presse

Funérailles dans la banlieue du Cap de cinq victimes d'émeutes raciales.



Gamma

Oliver Tambo.

prêt, à négocier avec des leaders « responsables » ; si seulement la violence et « l'intimidation » cessaient, ces leaders seraient disposés à venir à la table de négociation pour conclure un accord. Quoique le gouvernement ne nous ait jamais dit qui pourraient être ces leaders « responsables » — en fait il nous a assuré qu'il n'imposerait pas un choix au peuple et ne le limiterait pas — on a tout lieu de penser qu'en bonne place parmi eux figureraient les leaders des « territoires nationaux » que le gouvernement nous a vivement encouragés à maintes reprises à aller voir. A l'exception du chef Buthelezi, les leaders des « territoires nationaux » n'ont ni standing ni partisans politiques réels et ne seraient pas, à notre avis, des partenaires dignes de foi dans une négociation visant à résoudre la crise de plus en plus profonde de l'Afrique du Sud. Ce n'est pas à nous qu'il incombe de conseiller ou d'imposer un choix quant à ceux qui pourraient être des partenaires valables pour une négociation véritable mais nous avons noté comme un indice significatif l'allergie du gouvernement à notre proposition que ceux-ci devraient être des leaders « véritables », « authentiques » ou « reconnus » de la population.

Les négociations aboutissant à un changement politique fondamental et la mise en place des structures démocratiques ne seront possibles que si le gouvernement sud-africain est disposé à traiter avec les leaders choisis par le peuple plutôt qu'avec des marionnettes créées par lui. Les déclarations récentes du président Botha exprimant sa détermination de « casser » l'A.n.c. ne laissent rien présager de bon pour l'avenir du pays. Il ne peut y avoir aucune solution négociée en Afrique du Sud sans l'A.n.c. ; l'ampleur de son soutien est incontestable et ce soutien ne cesse de croître. Parmi les nombreuses personnalités frappantes que nous avons rencontrées au cours de notre travail, Nelson Mandela et Oliver Tambo sont les plus remarquables. Nous avons été profondément impressionnés par leur attitude raisonnable, leur absence de rancœur et le fait qu'ils soient disposés à trouver des solutions négociées qui, tout en créant des structures démocratiques véritables, donneraient néanmoins aux Blancs un sentiment de sécurité et de participation. Si le gouvernement se sent incapable de parler avec des hommes comme Mandela et Tambo, dans ce cas, l'avenir de l'Afrique du Sud est vraiment dans une impasse.

Le gouvernement a déclaré sans ambages qu'il ne considérait pas l'A.n.c. comme le seul autre partenaire à d'éventuelles négociations. Nous sommes d'accord à cet égard mais nous tenons à souligner que l'A.n.c. est un partenaire nécessaire. Le gouvernement lui même le reconnaît en imputant à l'A.n.c. la majeure partie de la violence. L'identification au grand jour à l'A.n.c., avec des banderoles et des chants, lors des enterrements et dans les églises d'un bout à l'autre du pays, en dépit des risques que ceci implique, confirme la validité des convictions de beaucoup de gens selon lesquels, si des élections avaient lieu aujourd'hui sur la base du suffrage universel, l'A.n.c. les remporterait. Quelle que soit la vérité de cette assertion, nous reconnaissons néanmoins que l'opinion politique noire n'est pas monolithique. Si, par conséquent, le gouvernement envisage sérieusement des négociations, il doit créer des conditions où l'activité politique libre devient possible, où les partis et les leaders politiques sont à même de fonctionner effectivement et de tester l'étendue de leur soutien populaire. Tragiquement, tous les efforts de la politique du gouvernement ont visé à frustrer l'émergence d'un tel leadership légitime et à le détruire là où il se fait jour. Même des organisations non violentes comme l'U.d.f. ont été en butte au harcèlement et à la persécution.

Derrière ces façons d'agir se cache une vérité plus profonde. Après plus de dix-huit mois d'agitation, de commotions persistantes et de massacres sans précédent dans l'histoire du pays, le gouvernement croit pouvoir contenir la situation indéfiniment par l'emploi de la force. Les ministres nous ont dit à maintes reprises que le gouvernement n'avait déployé qu'une fraction du pouvoir dont il dispose. Quoique l'assurance du gouvernement soit sans doute justifiée à court terme, mais moyennant un coût humain considérable, elle est certainement mal placée à plus long

(suite en page 18)


Gamma


Sygma

Images ordinaires de l'apartheid.

(suite de la page 17)

terme. L'Afrique du Sud est avant tout un pays de Noirs. De penser que l'on puisse les réprimer indéfiniment montre que l'on se leurre.

En flattant bassement les anxiétés et les exigences de la droite, le gouvernement les consolide, aggravant ainsi ses propres problèmes et perdant toute initiative qu'il aurait pu posséder. Il court aussi le danger de tomber entre deux chaises. En promettant des réformes, il a suscité une anxiété parmi certaines sections de ses propres partisans et contribué à un contrecoup croissant des Blancs ; cependant, les réformes en elles-mêmes n'ont eu que peu d'impact sur les attitudes ou les aspirations des Noirs – si ce n'est en confirmant le désir du gouvernement de résister implacablement à tout changement significatif.

Quoique l'opposition de droite ne puisse être ignorée, il serait fatal de lui accorder un veto. En fait, nous avons eu l'impression que l'opinion blanche, dans son ensemble, est sans doute plus avancée que le gouvernement sur des aspects significatifs et prête à réagir positivement pour peu qu'on lui donne hardiment l'exemple.

Ceci nous laisse l'impression d'un gouvernement divisé. Cependant, même les ministres les plus éclairés que nous avons rencontrés semblent ne pas être vraiment conscients du climat de l'opinion dans les townships des Noirs, de la marée croissante de colère et d'impatience qui s'y manifeste et de l'ampleur de la mobilisation des Noirs. C'est aussi le cas, bien entendu, de la grande majorité des Sud-Africains blancs – dont, d'après ce que l'on nous a dit, il n'y a que 10 % qui aient jamais vu les conditions existant dans les townships.

Pour le dire le plus simplement, les Noirs en ont assez de l'apartheid. Ils ne sont plus disposés à se soumettre à son oppression, à sa discrimination et à son exploitation. Ils ne peuvent plus supporter d'être traités comme des étrangers dans leur propre pays. Ils sont certains non seulement de la justice de leur cause mais aussi de l'inévitabilité de leur victoire. A la différence des périodes d'agitation antérieures et des tentatives précédentes visant à étouffer les protestations, il n'y a pas eu d'émigration de réfugiés noirs hors de l'Afrique du Sud depuis dix-huit mois. La force de conviction des Noirs est maintenant égalée par leur sentiment d'être disposés à mourir pour cette conviction. Par conséquent, ils poursuivront leur lutte, à n'importe quel prix... En fait, au cours de ces dernières semaines, le gouvernement semble avoir pris la décision de s'éloigner de tout processus de négociation réaliste.

Ce ne sont pas simplement ses communications avec nous qui ont indiqué un durcissement de son attitude. Le même message était manifeste dans le discours du président de l'Etat en mai, les attaques à la bombe contre trois pays voisins, membres du Commonwealth, alors même que nous étions en cours de discussions avec des ministres de premier plan, la campagne de dénigrement et de calomnies contre l'A.n.c., son recul par rapport à sa position antérieure où il était prêt à accepter « la suspension de la violence » par opposition au « renoncement à la violence », la recherche de pouvoirs accrus en matière de sécurité pour la police et les forces militaires en sus des pouvoirs massifs qu'ils possèdent déjà, la détermination renouvelée de réprimer la liberté d'expression et d'empêcher les assemblées publiques et de tracasser les leaders noirs, sans parler des raids encore récents contre des ports angolais.

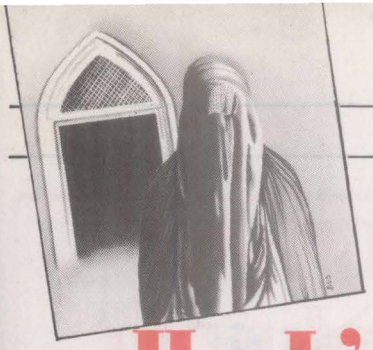
La dernière chance ?

Jusqu'à présent, ceux qui sont responsables de la résistance armée en Afrique du Sud ont fait preuve de beaucoup de déférence vis-à-vis des vies innocentes. A moins que l'on ne mette un terme au cycle de la violence, on risque de voir se généraliser une lutte de guérilla pure et simple, comme elle se pratique dans d'autres régions du globe, et où des cibles civiles « molles » deviennent des cibles majeures dans un règne de terreur et de représailles. En l'absence d'initiatives significatives pour mettre un terme au cycle de la violence, nous pensons que cette perspective est inévitable, et ceci dans un avenir très prévisible...

... Quoique nous ne définissions pas la nature ni l'ampleur des mesures qui pourraient être adoptées, ou leur efficacité, nous faisons remarquer que le gouvernement d'Afrique du Sud a lui-même fait usage de mesures économiques contre ses voisins et que de telles mesures sont manifestement des instruments de sa propre politique nationale. Nous sommes convaincus que le gouvernement sud-africain est inquiet à l'idée de l'adoption de mesures économiques efficaces contre lui. S'il en arrive à conclure qu'il sera toujours protégé contre de telles mesures, il est peu probable que le processus de changement en Afrique du Sud connaisse un essor accru et la descente dans la violence se trouvera accélérée. En de telles circonstances, il est possible que le coût en vies humaines se chiffre en millions.

Du point de vue du leadership noir, le parti que va maintenant adopter la communauté mondiale aura le maximum de signification. Ce leadership en est déjà arrivé à penser que la persuasion diplomatique n'a pas ébranlé le gouvernement sud-africain et ne l'ébranlera pas suffisamment. S'il en arrive aussi à croire que la communauté mondiale n'exercera jamais de pressions suffisamment efficaces en adoptant d'autres mesures à l'appui de sa cause, il n'aura qu'un seul recours : l'accroissement constant de la violence. Une fois que des décisions impliquant une violence accrue sont prises dans les deux camps, elles comportent leur propre « inévitabilité » de sorte qu'il est difficile sinon impossible, de faire marche arrière excepté par suite de l'épuisement résultant d'un conflit prolongé.

La question à laquelle sont confrontés les chefs de gouvernement est à notre avis évidente. Ce n'est pas de savoir si de telles mesures contraindront au changement ; il est déjà manifeste que leur absence et la conviction de Pretoria que celles-ci ne sont pas à craindre retardent le changement. Le Commonwealth va-t-il continuer d'être un spectateur et laisser le cycle de la violence aller en spirale ? Ou va-t-il prendre des mesures concertées qui soient efficaces ? De telles mesures offrent sans doute une dernière chance d'éviter ce qui risque d'être le pire carnage depuis la Seconde Guerre mondiale. ●



INTEGRISME

II. L'ANGOISSANTE MAREE DE L'OBSCURANTISME



Manifestation des chiites intégristes à Beyrouth.

Inséparable d'une renaissance religieuse spectaculaire, la vague islamique touche tous les pays musulmans. Malheureusement le solde de l'expérience intégriste ne plaide guère en faveur de la libération promise par les islamistes grands chasseurs de « satans ». Au contraire partout la violence, l'obscurantisme et le despotisme.

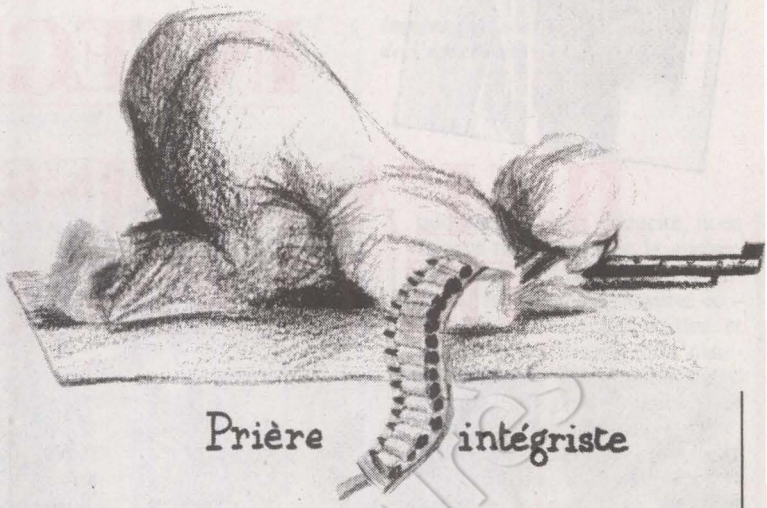
PAR JEAN LIBERMAN

En dépit des revers de la révolution iranienne le renouveau islamique mondial en a été puissamment aiguillonné. Riposte populiste à des régimes oppresseurs qui ne laissaient d'autres recours à la contestation que le religieux, réponse également aux frustrations d'un univers musulman dédaigné par l'Occident, l'intégrisme islamique, enfin à la tête de l'Etat chiite, devait hériter, plus ou moins fortement, de son empreinte dans le monde. Certes, les clivages entre populations sunnites et chiites n'en furent pas gommés pour autant, mais pour les chiites, en tout cas, l'adhésion à l'Iran de Khomeyni – incarnation de leurs espérances – fut totale. Et, outre les pays d'Asie, de nombreux Etats du Moyen-Orient (Irak, pays du Golfe, Arabie Saoudite et Liban) durent compter avec l'activisme virulent de ces minorités chiites agissantes, inspirées par Téhéran. Ainsi l'Arabie Saoudite, qui fit face, en novembre 1979, à l'occupation sacrificielle de ses lieux saints par un massacre bestial.

En outre, le rapprochement des maximalistes sunnites et chiites déjà amorcé dans les faits (1), s'accentua. Dans des pays dépourvus de chiites, comme au Maghreb, des mouvements –

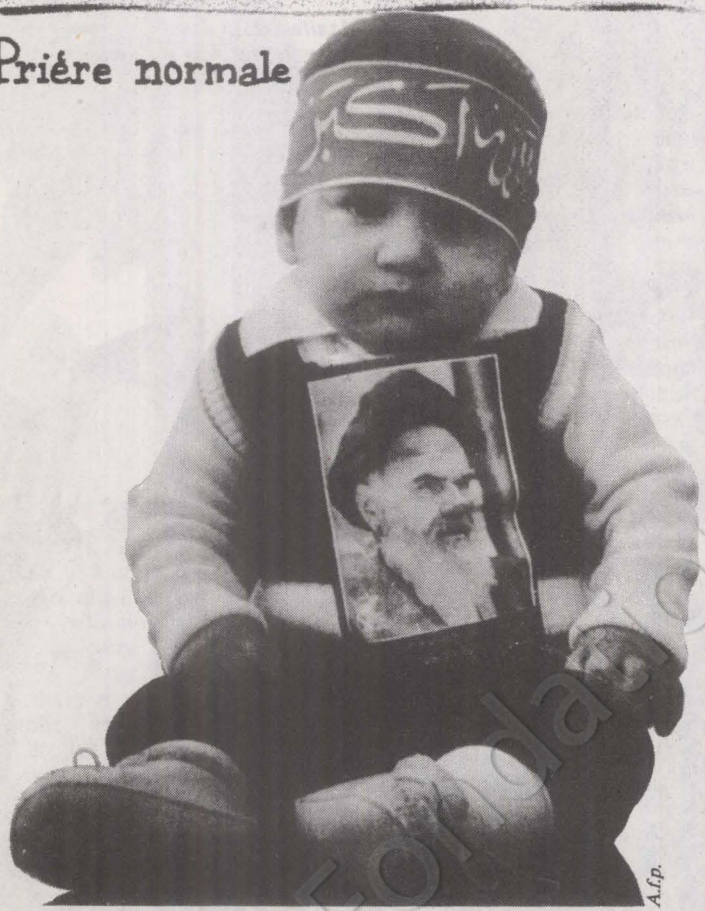
(suite en page 20)





Prière normale

Prière intégriste



A.f.p.

(suite de la page 19)

comme le MTI tunisien – fascinés par l'exemple iranien adhérèrent au modèle et marquent l'agitation actuelle. Cependant, pour l'orientaliste R. Santucci, c'est beaucoup moins l'imagerie du régime des mollahs que le fait majeur d'un Khomeyni mettant en déroute « le Grand Satan » américain, qui a conféré cette puissante attraction et ce rôle de locomotive à la République islamique.

L'ascendant hezbollah

C'est dans un Liban en pleine guerre civile et en voie de cantonisation communautaire, que le renouveau intégriste chiite a connu sa percée la plus spectaculaire. Comme quoi, remarque Carré, les dogmes du discours intégriste sont relativement inefficaces, sauf si certains leaders comme Khomeyni ou l'imam Moussa Sadr au Liban, l'appliquent à des situations critiques précises (2). Devenue numériquement (30 %) la seconde communauté du Liban après les maronites, et toujours la plus déshéritée, les chiites prirent part à la subversion de 1975 en vue de conquérir l'égalité de leurs droits (3). Mais alors que l'élite chiite faisait corps avec les forces laïques de gauche, déjà en 1970, l'imam Moussa Sadr, vénéré fondamentaliste d'origine iranienne, formait le « mouvement des déshérités » et le groupe paramilitaire Amal... avant de disparaître mystérieusement chez Kadhafi, acquérant toutes les vertus du Messie. L'intégrisme est en marche. Et alors que dans les années 1984-86, le mouvement chiite Amal sous l'impulsion « progressiste » de l'avocat Nabib Berri, tend à asseoir une certaine hégémonie à Beyrouth-Ouest, il est à son tour débordé par ses ultras d'« Amal islamique » dont l'objectif est l'instauration d'une République islamique à l'iranienne au Liban.

Endoctrinés, entre autres, par le cheikh Fadlallah, encadrés par des « pasdarans » importés, des jeunes chiites, déboussolés, sont en effet, en nombre croissant, attirés par l'appel des Rezbollahs - guides spirituels de la communauté. Ceux-ci, financés et armés par Téhéran, ont su fonder des organisations « pures et dures », pratiquement capables d'imposer leur loi en plein Beyrouth-Ouest en y créant des prisons de haute sécurité où croupissent ennemis et mécréants kidnappés : sunnites, juifs, chrétiens voire chiites. Ils s'illustrent par leurs actions kamikazes victorieuses, notamment contre les Q.g. des troupes américaines, françaises et israéliennes et se lancent dans des opérations terroristes variées : coopération à des détournements d'avions et surtout prises d'otages. Ainsi se noue pour l'Occident le drame lancinant du chantage permanent aux otages, et du terrorisme manipulé par des Etats voisins : Syrie, Libye, Iran. Il est clair que les clés de la libération des dizaines d'otages – notamment français, anglais, américains – sont avant tout dans les mains des dirigeants iraniens, et l'on ne peut guère être optimiste à cet égard quand on n'ignore pas que la condition principale posée par Téhéran demeure la cessation de l'aide militaire française à l'Irak (réaffirmée par Chirac).

Pour les spécialistes néanmoins, l'ascendant pris par l'intégrisme chiite au Liban démontre surtout que, dans une civilisation fortement communautaire et en plein embrasement, il suffit d'un groupe plus déterminé, s'affirmant au nom d'une certaine justice, et ne lésinant pas devant les moyens violents, pour faire basculer les masses.

Le cas particulier de l'Irak, qui comporte une majorité de population chiite, également électrisée par l'exemple du grand voisin montre bien, en revanche, que la contagion ethnico-religieuse ne l'emporte pas à coup sûr sur l'impératif national. Dans l'opposition à Saddam Hussein, dès le début du conflit avec Téhéran, l'influent parti chiite Al Dawa a, certes, été la cible d'une répression impitoyable. Mais, en fait, au cours d'une guerre de six ans, les réactions religieuses n'ont pas prévalu sur la solidarité nationale, et l'Etat irakien a su « tenir » ses chiites, en jouant d'ailleurs sur l'opposition Arabes-Persans. Il est vrai, aussi, que le régime iranien est devenu un repoussoir pour bon nombre de chiites irakiens qui ne tiennent nullement à tomber sous la coupe des mollahs. Ce qui ne veut pas dire qu'en cas d'improbable victoire iranienne on n'assisterait pas à un basculement massif des chiites...

Brûlantes Egyptes et Syrie

Autre secteur à nouveau brûlant de l'intégrisme, relancé par le foyer iranien : l'Egypte, terre centrale de l'Islam, avec ses increvables « Frères musulmans » – au demeurant bien financés traditionnellement par la très conservatrice Arabie Saoudite. C'est non sans raisons qu'ils sont considérés comme un danger prioritaire par beaucoup d'intellectuels égyptiens : l'aile « qotbiste », en phase avec le kho-

(suite en page 22)

Cheikh Abbas, recteur de l'Institut musulman: "L'islam est une religion de la tolérance. Avec l'intégrisme c'est l'inverse, tout est prohibé"

LES réalités que nous venons de décrire ne sont en rien, faut-il le répéter, le reflet d'un islam porteur en lui-même d'éminentes valeurs civilisatrices. En témoigne le réputé cheikh Abbas, Recteur de l'Institut musulman de la grande mosquée de Paris, qui a bien voulu nous donner ici son sentiment sur l'intégrisme musulman, en France et dans le monde, en fonction des valeurs de « son » islam. Car s'il est heureux que les quelques tendances intégristes, existantes ici parmi les deux à trois millions de musulmans immigrés de France, demeurent très minoritaires, en dépit d'un environnement de plus en plus hostile, c'est pour beaucoup parce qu'elles se heurtent aux efforts que mènent associations et responsables religieux pour faire jouer la convivialité réelle de l'islam au sein de notre société, en principe laïque et moderne.

« L'UNITE » : Quelle différence faites-vous entre islam et intégrisme ?

CHEIKH ABBAS : Il y a une nette différence entre l'islam et le comportement de certains musulmans qu'on peut considérer comme extrémiste, fondamentaliste ou encore, comme vous le qualifiez, intégriste. En effet, l'islam est la religion de la fraternité, de la tolérance, de la paix et de la miséricorde au sens le plus profond. Une religion qui prêche le bien et interdit de commettre le mal, même à l'égard des animaux. Mais notre religion est mal comprise et manque peut-être de moyens de se faire connaître dans toute sa dimension, aussi bien chez les musulmans que chez les non-musulmans. Car, parmi ces derniers surtout, on imagine parfois l'islam comme quelque chose d'effrayant, cherchant à absorber ou à dévorer l'autre. Parmi les musulmans une autre tendance néfaste est de tout rejeter sur le destin, sur Dieu : on ne fournit plus aucun effort, laissant la destinée régler tous les problèmes, ce qui est incompatible avec l'esprit même de notre croyance.

Quant au fondamentalisme, contrairement à ses conceptions selon lesquelles tout doit être strictement conforme à une certaine image de l'islam, celui-ci est, en réalité, extrêmement tolérant et ne comporte que quelques interdits. Avec l'intégrisme c'est l'inverse : tout est prohibé sauf quelques exceptions tolérées. Au lieu d'interpréter l'islam pour ce qu'il est : une religion « culturelle », celle des découvertes scientifiques, de l'éthique et du bon voisinage, ils la condamnent à n'être qu'un simple formalisme : porter une barbe, un burnous sur une gandoura, un chapelet... Or l'islam n'est pas une forme mais un fond, un « travail » matériel et moral. Ainsi les intégristes ne donnent malheureusement pas une image digne de l'islam aux non-musulmans.

– Ne lui donnent-ils pas de plus un aspect de violence ?

– Dans un verset le Coran énonce : « Pas de contrainte religieuse. » Donc la tendance à la violence est incompatible avec l'esprit de tolérance, de non-contrainte, de l'islam.

– Constatez-vous un développement de cette tendance en France ?

– C'est un phénomène qui existe certes. Mais selon moi sans enracinement profond, donc anormal, exceptionnel et qui ne saurait s'éterniser. Il provient à la fois de l'ignorance et de l'injustice... L'injustice économique et sociale, le racisme aussi, jouent un rôle certain.

– Sous quelles formes apparaît le phénomène ?

– En France, pays démocratique où tout est permis, on peut le rencontrer dans tous les domaines. En effet, il n'y a pas de gouvernement arabe ou islamique qui n'ait ici son opposition, et celle-ci utilise tous les moyens et surtout la religion, dans son combat anti-gouvernemental. Ainsi emploie-t-on l'islam pour attiser une violence qui lui est étrangère.

Cet extrémisme manipulé se manifeste d'ailleurs ici-même à la mosquée plus que partout ailleurs (tracts, slogans) et nous devons y être très vigilants. Depuis quatre ans que nous officions ici nous n'avons pu encore jouer tout notre rôle pour sensibiliser les masses musulmanes et juguler ces attitudes incompatibles avec l'esprit islamique. Attitudes qu'on peut trouver aussi bien d'ailleurs chez l'étudiant que chez le travailleur. Mais à nos yeux il s'agit d'une maladie, d'un phénomène de crise. Nous pensons en particulier que le jour où les problèmes de Palestine ou du Liban disparaîtront, ces anomalies déclineront avec eux.



Le cheikh Abbas (lunettes noires) fêtant la fin du Ramadan à la Grande Mosquée de Paris.

Gamma

– Quel est le rapport normal de l'islam aux religions chrétienne et juive ?

– Par définition il y a complémentarité entre les trois religions monothéistes. Nos rapports avec nos frères chrétiens et juifs sont excellents. Nous vivons l'œcuménisme sur le terrain. Ainsi nous rencontrons-nous ici avec juifs, chrétiens et même des personnalités athées, à l'occasion du Ramadan, et nous rompons le jeûne ensemble comme symbole de notre solidarité religieuse et humaine. Faut-il rappeler que nous considérons Jésus et Moïse comme Prophètes au même titre que Mohamet, et comme des frères de celui-ci. Nous reconnaissons ces religions et nous sommes d'accord à 80 % avec elles.

– Que pensez-vous de l'essor de l'intégrisme dans certains pays, notamment l'Iran et le Liban ?

– Au Liban où le conflit est généralisé et n'épargne plus aucune confession ni aucune couche, ce n'est plus de l'extrémisme, c'est de la folie de destruction mutuelle.

Par rapport à l'Iran nous avons coutume d'évoquer la Révolution française. Déclenchée contre la dictature, l'arbitraire, l'extrémisme des monarques, votre Révolution, qui avait pour principe de combattre l'injustice, a commis des erreurs, du bien et du mal.

Et il a fallu des décennies pour qu'elle retrouve sa véritable voie. La révolution iranienne, qui était également tournée au départ contre l'injustice et la dictature du roi, a sans doute commis certaines erreurs, du bien comme du mal. Il faut aussi lui laisser du temps pour retrouver sa voie. Quoi qu'il en soit on ne peut pas rejeter les responsabilités d'un pays ou d'un peuple sur l'islam. L'islam est une chose et la révolution politique une autre.

PROPOS RECUEILLIS PAR
JEAN LIBERMAN



Sipa-presse

Défilé des Hezbollahs à Baalbeck (Liban).

(suite de la page 20)

meynisme, et la plus radicale, semble à nouveau dominer une certaine jeunesse. Ainsi, après une éclipse relative, on observe un retour musclé et spectaculaire de l'activisme musulman chez les étudiants, comme ceux de l'université d'Assiout. Ils y font régner par la force la loi coranique en empêchant notamment certains cours scientifiques et en faisant enseigner par contre la théorie du coup d'Etat islamique ! Comme les armes ne leur font apparemment pas défaut on peut craindre le pire.

La remontée des Fondamentalistes prend corps en fait dans les décisions tactiques de Sadate (1972-1973) qui, pour faire pièce à la gauche laïque post-nassérienne, libéra les « Frères » les plus enragés et leur rendit une partie de leur pouvoir. Mais, dès 1975, (attaque sanglante de l'Académie militaire), le contrôle du mouvement échappait au Raïs, dont la politique d'« Infitah » (ouverture « libérale » favorisant bourgeoisie et corruption) et de répression de la gauche, le laissait sans défense contre les islamistes... Jusqu'à son assassinat, en 1981, par ces derniers. Certes, comme Nasser, Sadate avait récupéré à fond les services de l'Islam officiel réformiste. Celui-ci coexiste depuis toujours en Egypte avec l'Islam « parallèle » extrémiste qu'il tente d'amadouer. Mais la dégradation économique et sociale – fondement du mécontentement intégriste – était telle (les 2/3 des Egyptiens en sont venus à vivre en dessous du seuil de pauvreté) jointe à la politique honnie de réconciliation avec Israël (Accords de Camp David), que la révolte était inévitable.

Les émeutes récentes du Caire – à connotations islamiques – contre le régime de Moubarak, qui a également tenté de récupérer l'islamisme mais dont le « libéralisme » est impuissant contre la mafia de l'« Infitah », soulignent la fragilité d'une Egypte à bout de souffle. La répression contre les « Frères » se déchaîne à nouveau mais si leur mouvement, aujourd'hui peu visible dans l'armée, parvenait à noyauter celle-ci, là aussi tout pourrait brutalement basculer.

Le régime de Damas est également plus fragile qu'on ne le croit vis-à-vis des Frères musulmans locaux. Une illustration à contrario en a été l'écrasement drastique du soulèvement d'Hama mais d'autres révoltes moins connues ont été aussi implacablement réprimées. Aujourd'hui, dans un contexte de crise économique grave, de nombreux attentats terroristes, dont l'origine intégriste est soupçonnée, viennent d'y faire des centaines de morts. Particularité syrienne : grâce au clivage régnant entre la petite minorité alaouite, détentrice de tous les pouvoirs et imposant son talon de fer à la majorité sunnite, les « Frères » peuvent ici se faire les porte-drapeaux démocratiques des aspirations de liberté et d'égalité sunnites. Le grand alibi de Damas, face aux intégristes, reste cependant son intransigeance politico-militaire face à Israël et ses succès (relatifs) au Liban qui lui ont permis de pallier une situation précaire à l'intérieur.

Signalons encore l'exemple du Soudan où la « Charia » est quasiment institutionnalisée. C'est en effet aux « Frères » que l'ex-président Nemeiry, d'abord « révolutionnaire », dut faire appel pour se maintenir au pouvoir quand le soutien du voisin égyptien lui fit défaut. Aujourd'hui le parti des « Frères » a fait une entrée en force au Parlement... Mais, outre ces secteurs, parmi les plus chauds du Proche-Orient, on n'aurait aucune peine à multiplier les exemples de renouveau islamiste, du Maghreb et même de l'Afrique noire (Sénégal) au Golfe et jusqu'aux Philippines.

Un avenir inquiétant

La vague islamiste est d'ailleurs inséparable d'une renaissance religieuse spectaculaire, si l'on s'en réfère aux chiffres du pélerinage à La Mecque, qui sont passés de 1 400 000 fidèles en 1981 (quelques dizaines de milliers en 1935) à plus de 3 millions en 1985 : la ferveur religieuse doit tout de même y contribuer autant que les facilités croissantes du transport aérien.

On conçoit que l'expansion islamiste, avec ses effets intérieurs et extérieurs, en particulier l'exportation du terrorisme, soit devenue une source d'inquiétude générale. Au point que, pour Régis Debray, elle devient le danger n° 1, supérieur pour lui à celui de l'U.r.s.s., contrairement à Gérard Chaliand qui la réduit à « une crise d'identité agressive des sociétés musulmanes ».

Quelle que soit en tout cas l'impulsion considérable et déstabilisatrice, que l'intégrisme a donné au terrorisme, l'amalgame qui ramènerait celui-ci au premier serait grossièrement réducteur. On sait que le terrorisme, dont les formes sont multiples, du tiers monde aux pays développés, relève de facteurs beaucoup plus variés. Mais comment ne pas s'interroger sur les lendemains du raz de marée intégriste ? Compte tenu des sinistres régressions qu'il tend à perpétrer dans les pays où il prospère – en général attaqués, on l'a vu, par de graves crises économiques – il y aurait lieu d'être attentif, sur ce plan, à l'évolution du monde arabe. Car si le conservatisme « modéré » des Etats arabes pétroliers les plus riches, notamment l'Arabie Saoudite, s'est maintenu d'autant mieux qu'ils pouvaient répandre largement autour d'eux leurs pétro-dollars, un krach brutal de ces pays, cessant dès lors de jouer la poule aux œufs d'or, pourrait fort bien les plonger, avec toute la région, dans la contestation islamiste. Le processus n'est-il pas déjà menaçant ? Sans doute, veut-on nous rassurer, les nouveaux militants islamiques seraient maintenant des éléments jeunes et cultivés, souvent issus des grandes écoles occidentales, et n'aspireraient qu'à opérer une sorte de « naturalisation islamique » de l'Etat moderne. Malheureusement, le solde de l'expérience intégriste ne plaide guère en ce sens. Ainsi, l'ampleur de la répression/régression est sans comparaison entre un Khomeyni et un Nasser, pourtant peu tendre ! Partout, aux promesses de libération des islamistes se substituent des forces de violence, d'obscurantisme et de despotisme... Où la démocratie reste la grande perdante avec l'avènement de « guides suprêmes » dont les agissements, souvent barbares, relèvent plutôt de systèmes fascisants. ●

---

(1) On retrouve les jeunes mystiques kamikazes du type chiite chez les « Frères » sunnites d'Egypte ou de Syrie.

(2) Lire aussi d'O. Carré, son introduction à « Radicalismes islamiques » (T.I.). Ed. « L'Harmattan ».

(3) Réf. à : « Le Chiisme et le renouveau islamique contemporain » d'A. Leba. Revue « Hérodote » (n° 36).

Otages : d'heureuses libérations mais à quel prix ?

PAR JEAN LIBERMAN

ON ne peut évidemment que se réjouir de tout cœur de la libération des deux journalistes d'Antenne 2, Philippe Rochot et Georges Hansen. Mais on ne peut s'empêcher de se demander comment a été obtenu ce premier succès et quel prix a-t-on payé pour une opération, certes heureuse, mais non dénuée, de toute évidence, d'arrières-pensées politiciennes.

Dans sa hâte de faire mieux que Mitterrand, Chirac ne vient-il pas de donner ses « lettres de noblesse » au terrorisme, en lui permettant – chose jugée jusque-là impossible par les spécialistes – de bousculer la politique étrangère d'une grande puissance comme la France ?

Certes, François Mitterrand avait tenté par mille moyens de régler le contentieux franco-iranien et avait préparé le terrain en resserrant les liens avec Damas. Mais à la différence de l'Elysée, Chirac n'a pas hésité, pour l'emporter, à « normaliser » notre politique moyen-orientale : expulsion « volontaire », mais avec large déploiement policier, de Radjavi et engagements confidentiels sur le reste, soit autant de rectifications, concédées en fait dans le contexte du chantage terroriste.

Le rééquilibrage en cours de notre politique irano-irakienne irait-il jusqu'à satisfaire à la demande par Téhéran d'envoi d'armes lourdes ? De plus, en reconnaissant à la Syrie – en l'assortissant de quel soutien économique ? – un rôle majeur au Liban, où elle s'est pourtant engluée, Chirac s'est déjà aliéné les chrétiens du pays.

Ces deux libérations spectaculaires, mais au compte-gouttes, ne sont hélas nullement garantes du sort de sept autres otages français du Liban. Le communiqué de l'organisation des ravisseurs (O.j.d.) en témoigne : « Les deux « espions » français n'ont été libérés, souligne-t-il, que par suite d'un début de changement de la politique française au Moyen-Orient» (avec coup de chapeau à l'Iran et à la Syrie) ; ils ne constituent donc en somme qu'un acompte, la libération des autres restant soumise au « redressement » à venir de cette politique et « à la tenue de ses engagements ». Ainsi le chantage aux familles et à l'opinion publique pour faire pression sur le gouvernement continuera de la part de groupes qui n'hésitent pas, à l'occasion, à supprimer leurs captifs.

Cet engrenage n'est-il pas même largement renforcé par le succès politique remporté par ces éléments et plus encore peut-être, par la caution tacite que leur apportent les gouvernements porteurs, Iran et Syrie, avec lesquels se targue de négocier ouvertement M. Chirac, conférant ainsi au terrorisme d'Etat une redoutable légitimité ? Imaginons que, bientôt, fort de ce précédent, notre gouvernement soit confronté aux mêmes méthodes dans d'autres régions du monde gangrenées par le terrorisme !

Ainsi ces deux libérations, si bienvenues en soi, mais lourdement grevées de démagogie, risquent d'avoir demain, pour contrepartie au Moyen-Orient, de nouveaux sordides marchandages dont l'enjeu sera, et la vie de nos otages et, de plus, le maintien même de notre politique démocratique.



A.F.P.

Philippe Rochot et Georges Hansen, sous le portrait de Hafez al Assad.



Fondation Jean Jaurès

LE PATRIARCAT EST MORT MAIS SON CADAVRE BOUGE ENCORE...

PAR NICOLE CHAILLOT

Poursuivant son étude sur l'histoire de la famille, Elisabeth Badinter publie avec « L'Un est l'Autre », un livre qui après avoir fait le point sur les relations entre les hommes et les femmes, de la préhistoire à nos jours, conclut à la mort de l'idéologie dominante le patriarcat et à son remplacement par d'autres modèles comme la ressemblance et l'égalité. Tempête chez les patriarches qui touchés là où ça fait le plus mal (!) ont entrepris de démolir son travail en le dénaturant...

QUAND elle écrivait en conclusion à son livre : « On peut s'étonner du silence des hommes depuis le début de cette mutation extraordinaire qui a commencé voilà vingt ans. Ils restent muets, comme tétanisés par une évolution qu'ils ne contrôlent pas. Le silence de la moitié de l'humanité n'est jamais de bon augure », Elisabeth Badinter ne pouvait pas prévoir que ce silence boudeur ou hébété qu'elle diagnostiquait allait se déchirer brutalement à propos justement de son livre paru chez Odile Jacob – Le Seuil « L'Un est l'Autre ». Quel tintamarre, quel tohu-bohu ! Soudain réveillés on les a vu partir en guerre, l'anathème à la bouche, contre cette briseuse de mythes qui ose prétendre que l'égalité est là, que nous la vivons quotidiennement déjà et que le patriarcat sur lequel reposaient nos sociétés depuis des millénaires est en voie de disparition.

Pour mettre quoi à la place, je vous le demande ? Panique, la peur du vide les saisit. Et si ces femelles insatiables, non contentes de détenir tous les pouvoirs – ceux qu'elles leur ont arrachés pan par pan, plus l'énorme privilège de donner la vie – allaient les asservir à leur tour comme ils ont su le faire de leurs compagnes pendant toute l'époque historique – pour la préhistoire c'est moins sûr. Eh bien, non, Elisabeth Badinter pas plus que les autres femmes n'a de goût pour le pouvoir absolu ; elle se contente d'annoncer la ressemblance, l'identité des tâches, le vrai partage, le règne de la tendresse. Une sorte d'Eden retrouvé que ses contemporains, pour une fois acteurs du changement, vivent parfois dans l'angoisse, le plus souvent dans le déchirement, rarement sereinement.

« L'Un est l'Autre » est un beau livre calme, savant et souriant qu'il faut absolument lire, dédaignant les compte rendus tronqués, les critiques malhonnêtes et même les enthousiasmes fabriqués.

« L'UNITE » : N'êtes-vous pas étonnée de la fantastique couverture de presse que votre livre « L'Un est l'Autre » – ouvrage difficile, érudit, farci de citations et de notes en bas de pages comme tout travail historique qui se respecte – a suscité ?

ELISABETH BADINTER : Oui je suis très surprise, à ceci près que deux thèmes se sont croisés dans l'image qu'a donnée mon livre : le thème véritable du livre, c'est-à-dire l'histoire des rapports entre hommes et femmes et l'analyse d'un modèle nouveau qui est celui de la ressemblance des sexes, et un thème surgi de l'« air du temps » qui est celui du père enceint. Cette rencontre quasi fortuite a donné à mon livre un retentissement stupéfiant. Quand je vois les demandes des médias étrangers, par exemple, la seule chose qui les intéresse c'est l'homme enceint, un point c'est tout.



– Autrement dit un quiproquo à propos de votre travail ?

– Oui et non. Il y a quelque chose de fascinant à propos de cet « homme enceint » qui n'est dans mon livre qu'une hypothèse ou plutôt une possibilité, peut-être même une probabilité, c'est que ce thème, apparu dans les revues et ouvrages spécialisés il y a à peu près six ans, n'avait été relevé par personne. Récemment – en octobre dernier – je l'avais abordé dans une émission de télévision, « les Sept Chocs de l'an 2000 », de Pascale Breugnot, dans un dossier plus largement consacré à la famille. A part les hurlements de rire et les propos peu amènes sur ma personne entendus lors de la projection du film à Beaubourg, personne, je dis bien personne dans aucun article concernant l'émission n'a repris ce passage concernant le père porteur. Alors que, après tout Jacques Testard et Frydman avaient déjà publié, en tant que généticiens.

Je crois que tout est venu du sondage du « Nouvel Observateur » – qui m'a beaucoup étonnée – dans lequel il apparaissait qu'il pouvait exister chez l'homme de nouveaux désirs, et notamment chez les jeunes hommes qui voyaient les choses de façon différente. Ce désir de porter un enfant avoué par certains jeunes hommes – je ne parle là ni d'homosexuels ni de transsexuels – vient sans doute du fait que depuis la contraception la grossesse a radicalement changé de sens. Ne portant aujourd'hui –



en principe – que les enfants qu'elles ont désirés les femmes vivent autrement ces neuf mois. Un récent colloque de gynécologues a démontré que depuis l'utilisation de la contraception les effets secondaires étaient en voie de disparition. La grossesse n'est plus une maladie comme jadis mais au contraire un moment d'épanouissement. Il y a encore vingt-cinq ans, les hommes pouvaient dire en rigolant : « Nous on fait la guerre, vous vous faites les enfants », et pour eux la grossesse était associée à vomissements, évanouissements, malaises de toutes sortes se terminant par un processus sanglant où les femmes hurlaient de douleur. Beaucoup de jeunes femmes portant aujourd'hui leur grossesse avec une sorte de bonheur, d'épanouissement orgueilleux, elle est devenue synonyme de complétude et donc enviable, désirable. En miroir, beaucoup de jeunes hommes assistant à cette évolution regrettent d'être écartés de ce qui apparaît de plus en plus comme une expérience physique prodigieuse voire méthaphysique. « Nous partageons tout ou plutôt nous sommes en train de tout partager, se disent-ils. Pourquoi pas cette ultime possibilité. »

Donc, tout à coup cette chose insensée qui est un déni de nature absolu, un renversement de l'ordre des mammifères, une remise en question de nos racines les plus archaïques a pris une sorte de consistance au point d'apparaître comme un sujet possible d'actualité. Bref la réunion d'une possibilité technologique – les médecins et les biologistes l'admettent –, d'une analyse des rapports des sexes et du rapport de pouvoir entre les sexes, et enfin de nouveaux désirs masculins. Science-fiction hier ou objet de grosses plaisanteries, ce sujet, l'homme enceint, devenait un énorme « Et pourquoi pas après tout » ?

– Ne croyez-vous pas que la plus grande partie de vos censeurs et même de vos laudateurs, par paresse ou par nonchalance, se sont contentés de survoler votre livre et... de lire les critiques des autres ?

– J'en suis convaincue ! Car les gens qui demandent à me voir et qui ont lu mon livre pour préparer leur entretien me disent tous : « Ce n'est pas du tout ce que je croyais à la lecture des journaux. » Il est probable que le simple compte rendu du livre n'aurait pas suscité un tel retentissement ! Restons calmes. Et pourtant l'évolution du rapport des sexes et la nouveauté absolue – à mes yeux en tout cas – que constitue le modèle de la ressemblance que nous sommes en train de construire aujourd'hui me semblaient tout à fait passionnantes. J'ai l'impression tenace que les condamnations pour certains, les applaudissements pour d'autres, sont presque des à-priori, que mon livre existe ou pas. Une sorte de querelle idéologique dont mon livre serait le prétexte opportunément trouvé.

– « Fantasmes érigés en système », « pavé dans la mare », « brûlot provocateur », etc., tous ces jugements m'ont paru à la fois faux et suspects pour un livre au contraire calme, serein et sans outrances. J'avais trouvé en son temps « l'Amour en plus » qui remettait à sa juste place ce tabou : l'amour maternel automatique autrement plus dérangeant... Comment expliquez-vous cette « lecture » de votre essai ?

– Je considère aussi que « l'Amour en plus » était infiniment plus audacieux, plus bouleversant que celui dont nous parlons aujourd'hui. Et pourtant, il semblerait que le thème de la ressemblance, et partant de l'égalité des sexes, dérange énormément une majorité d'hommes, et notamment ceux qui ont dépassé quarante ans. Autour de moi, je n'ai trouvé que de très rares adhésions masculines. En général l'agressivité suscitée par « L'Un est l'Autre » m'a beaucoup intéressée. Ça s'explique assez bien : après tout, l'amour maternel ne concerne les hommes que dans la mesure où leurs rapports à la mère sont mis en perspective mais ils se sentent autrement interpellés lorsqu'il s'agit de leurs relations à la femme. Comment se fait-il que tous ces hommes – dont certains se situent plutôt à gauche – reçoivent mon discours sur la ressemblance, l'androgynat, la tendresse, la fin des rapports guerriers, l'identité des rôles, comme une sorte de déclaration de guerre. J'apparais ainsi à leurs yeux comme une dame hyper-féministe, hyper castratrice développant des valeurs exclusivement féminines et préparant ainsi le comble de l'écrasement de l'homme. C'est Lanzman qui a été jusqu'à écrire que « je leur écrasais les couilles ». Bref je leur fais peur.

– Le plus grotesque étant peut-être Baudrillart qui dans un nu-

(suite en page 26)

(suite de la page 25)

méro de « l'Evénement du jeudi » s'est permis de jouer les tontons Freud en psychanalysant chez vous « une peur d'être séduite, une vision gnan-gnan de mémé » ou encore en vous reprochant d'annoncer la fin de la passion quand il dit : « Quand le masculin et le féminin ne s'opposent plus avec autant de violence et d'énergie, c'est la fin d'un certain jeu. » A votre tour de vous livrer à l'analyse des complexes du célèbre sociologue, cette réflexion n'est-elle pas pain béni pour ce genre d'exercice ?

– C'est inouï. Il n'est même pas nécessaire de commenter une phrase aussi lumineuse. Je suis par ailleurs stupéfaite qu'un homme comme Baudrillart, que j'ai lu avec passion dans ma jeunesse, qualifié dans le titre de l'article de grand sociologue, ne laisse pas sa passion au vestiaire quand il analyse la thèse d'un livre, qu'il se livre à la psychanalyse sauvage de l'auteur du livre plutôt que d'en discuter le fond et qu'enfin – Baudrillart pas plus que mes autres détracteurs – personne à ce jour n'a pu dire : « Elle a tort, le modèle de la ressemblance est faux et je vais vous montrer pourquoi ! » Ils se contentent de repousser avec violence l'état de non-guerre des sexes que le modèle de la ressemblance implique. Bref, la tendresse leur fait peur, pire elle leur fait horreur.

– Mais parce que vous touchez là au domaine de la sexualité.

– Probablement. Ils ne peuvent concevoir leur sexualité et leurs rapports aux femmes que sur le mode de la domination, de la possession, de la violence. Ce qui me laisse à penser que tous ces hommes qui ont des réactions si violentes à mon regard ne peuvent appréhender l'érotisme que sur le mode du conflit, de l'opposition. Il leur faut le mystère, la voilette, les porte-jarretelles, etc. Au fond il leur faut la guerre. L'état de paix entre les sexes leur apparaît plat, affadissant, gnan-gnan, insupportable. Jusqu'à présent pas une seule femme ne m'a dit : « Mais quelle horreur ce que vous décrivez ! » Alors qu'à la fin de son entretien Baudrillart disait : « Si elle a raison c'est abominable, si elle a tort j'ai gagné. » C'est un peu dur de lire sous la plume d'un homme de réflexion que si le modèle décrit déplaît, il est forcément faux ! Quand la passion s'en mêle... Reste que ceux qui se sont livrés sur moi, à propos de mon livre, à des plaisanteries grasses ou carrément grivoises se sont infiniment plus révélés sur eux-mêmes qu'ils ne l'auraient sans doute souhaité...

– En fait toute votre démonstration tend à prouver que nous vivons les ultimes soubresauts du patriarcat. N'êtes-vous pas un peu optimiste et ne croyez-vous pas que le patriarcat anesthésié – dans le monde occidental seulement car ailleurs il se porte fort bien – va se réveiller brutalement et n'en voyons-nous pas les signes avant-coureurs ?

– Je crois que le patriarcat est idéologiquement mort, parce que les trois fondements de son hégémonie millénaire sont radicalement et définitivement sapés : plus de division sexuelle du travail, maîtrise totale par les femmes de leur fécondité – ce sont désormais les hommes qui, pour être pères, doivent en passer par leur bon vouloir – et enfin, et surtout – et là je rejoins Lévy-Strauss pour m'opposer à lui – le mariage tel qu'il était conçu dans tous les systèmes patriarcaux n'est plus un échange de femmes par les hommes. Les femmes ne sont plus des objets d'échange pour que les hommes concluent des alliances entre eux.

Je tiens la certitude que le patriarcat est mort de mon expérience sur l'étude du sentiment maternel. Entre le moment où un système est mort et où n'existe plus aucune valeur pour le soutenir et le moment où le nouveau modèle s'intègre dans les pratiques quotidiennes il faut plusieurs décennies. Ne disposant d'aucun contre-modèle moral pour se réimplanter, le patriarcat n'a aucune chance de réapparaître. En revanche il faudra encore quelque vingt ou trente ans pour qu'il disparaisse de nos pratiques quotidiennes. Alors c'est vrai que je suis plutôt optimiste et qu'il est possible que nous ne soyons pas à l'abri d'un retour en arrière. Je peux imaginer des régressions partielles et momentanées. L'expérience des années trente et de la Seconde Guerre mondiale me fait penser qu'une guerre ou une crise radicale, ou encore un cataclysme, peuvent provoquer des retours en arrière mais il me semble que la morale qui est née avec les systèmes démocratiques à la fin du XVIIIe siècle et dans laquelle nous sommes bercés depuis deux cents ans nous protège d'une reconstruction du patriarcat synonyme de hiérarchie, soumission, rapports père-enfant.

Mais cela nous amène à nous questionner sur le reste du monde où, au contraire, l'on assiste à une réaction très forte du patriarcat et je me demande avec angoisse si ce qui se passe en Occident – quels qu'en soient les avatars momentanés : le reaganisme, l'extrême droite en France, etc. – ne nous isole pas totalement, ne nous coupe pas complètement du reste de l'humanité. Après tout, pour qu'un concept d'humanité survive il faut des désirs et des besoins communs. Or, entre la femme africaine qui n'a pas de quoi nourrir ses bébés et nous qui pouvons dépenser 150 millions de centimes pour avoir un bébé par embryon congelé il n'y a plus de langage commun.

Imaginez un instant que l'utopie de l'homme enceint se réalise en Occident la coupure serait totalement radicale entre nous et le reste du monde, l'Occident riche poursuivant solitairement sur sa lancée une société hypersophistiquée face à une autre planète. Celle des pauvres, des affamés, des démunis vivant toujours sous la férule de l'ordre patriarcal, il suffit de voir ce qui se passe dans les régions dominées par l'islam intégriste. Un tableau plus qu'angoissant !

– Mais alors si le patriarcat est mort, allons-nous assister à l'émergence d'un matriarcat, hypothèse qui angoisse si fort vos détracteurs ?

– Il est très clair que les femmes aujourd'hui n'ont aucune intention ni aucun désir de manifester leur pouvoir par le biais de la maternité. Les femmes considèrent la maternité comme une expérience parmi d'autres qui forme la globalité de leur vie et elles n'identifient pas leur vie de femme à la maternité. C'est pourquoi le matriarcat n'est pas une hypothèse envisageable. Il est à mes yeux impensable qu'un matriarcat vienne remplacer un patriarcat défunt. Je suis même frappée de voir à quel point les femmes qui ont le pouvoir absolu sur la procréation n'en abusent pas. Ce qui me permettra de conclure en faisant remarquer que depuis vingt ans que cette révolution silencieuse, mais prodigieuse, a démarré, jamais une femme n'a proposé de remplacer le patriarcat, par le modèle de rapport inverse des sexes c'est-a-dire la domination absolue des femmes par les hommes. Jamais. C'est le simple discours de l'égalité qui rend certains hommes fous. Mais une mutation pareille ne se fait pas sans casse. Nous sommes en quelque sorte une génération sacrifiée...

(Propos recueillis par Nicole Chaillot)



Viva



SALUT L'ARTISTE

PAR FABIAN GASTELLIER

CE qui est con, c'est que moins on est de fous, moins on rit. Coluche parti, des blessures s'entrouvent. Un peu de vide et la famille qui se déplume, ça ne fait jamais joli dans le tableau. Des nôtres, l'affreux zozo ? Et comment ! Mais des nôtres parce qu'incroyablement de sa fin de siècle, ce mec. Plus qu'un pote, plus qu'un ami, plus qu'un type de gauche qui disait volontiers que « 30 années de droite ça nous a gonflés », un contemporain aux aguets. S'il y a du « déchirement » dans cette disparition, c'est que Coluche était devenu indispensable à l'air du temps. On pouvait le trouver irritant, on ne pouvait s'empêcher de le suivre dans ses provocations.

Pourquoi ? A cause du vertige de l'écho et de la fascination des miroirs. Avec sa rondeur et ses bretelles, son gros nez rouge et ses pompes citron, ce nouveau riche-ancien pauvre passé maître en dérision nous renvoyait l'image de notre monde et, grossie pour qu'on la voit mieux, la nôtre. Son grand truc, c'est d'avoir vécu comme nul autre à l'échelle de son pays – la France même s'il était né Colucci, « fromage tendance parmesan » – et à l'écoute de son époque.

Des retombées soixante-huitardes aux années 80, Coluche a tout pigé, d'instinct, et tout recraché : la mort des idéologies et des dogmes, le ras-le-bol d'un certain langage politique qu'il fallait tourner en dérision – d'où sa candidature « nulle » aux présidentielles de 1981 ; le besoin du cirque et du « schmilblick », papy Moujot et monsieur Moulinot ; le recours à l'individualisme – « I love moi » – mais également l'inévitable glissement vers les actions de masse et de charité ; l'Hexagone néo-poujadiste en béret basque, raciste et fier de l'être ; les Arabes, les flics et l'idéologie sécuritaire : c'était sa boîte de Pandore. Et parce qu'il appartenait à la race des banlieusards, des futurs candidats au quart monde, de ceux qui l'ont trop longtemps fermée, il l'a ouverte.

En est sorti le grand chambardement. Puisque les médias sont la nouvelle religion, il s'est médiatisé et a tout médiatisé. Grand déversoir pour outrance et outrage systématique, pour un cynisme mâtiné de profonde tendresse. Queneau, Rabelais et Hara-Kiri étaient dans son bateau...

Coluche a été le reflet génial de nos tares, de nos démangeaisons. Il nous grattait là où personne n'a envie d'être gratté et, en plus, ça le faisait marrer. Inventeur d'histoires, inventeurs de gags, inventeurs de mots, aussi, qu'il n'avait pas inventés. Sculpté au style du café-théâtre, où la liberté se conjugue sur tous les tons ; venu de Montrouge et passé par cent boulots minables, Coluche a rappliqué sur la scène du succès avec tout son bagage de zonard et le dico de sa caste. Il y a un parler-Coluche qui fleure bon l'authenticité et les no man's lands où « y'a pas un troquet, pas une mobylette, rien »... De « circulez, y'a rien à voir » à son « histoire d'un mec » en passant par le désormais incontournable « tous pour un, tous pourris », son gimmick a le parfum-pavé des grands désabusés à qui on la refait pas. Plus encore : Coluche avait le don des formules qui vous photographiaient une société. Son mythologique « normal, Blanc » fut le premier idiome du consensus improbable : les gauchos et les frileux du nationalisme hargneux se fendant la pêche ensemble. D'ailleurs Coluche l'avait prédit : « La France est coupée en deux, je vais la faire plier en quatre. »

Qu'il y ait eu de la tristesse sous toutes ces grimaces, c'était l'évidence même de son César glané pour sa silhouette lourde de pompiste lessivé dans « Tchao pantin » n'a fait que montrer clairement ce que l'on subodorait. Coluche prenait le parti de se tordre parce qu'il vaut toujours mieux en rire qu'en pleurer et que « si on peut plus rire des trucs sérieux, de quoi va-t-on rire ? » Il prenait le parti de « foutre la merde » parce que déranger c'est préférable à défiler. Une République a perdu son bouffon du Roi. Coluche ? Un funambule sur vingt années de paradoxes.

Fondation Jean-Jaurès

Alain-Fournier : du dernier cri



Henri Alain-Fournier en 1908.

* ***Alain-Fournier : « Le Grand Meaulnes » - Fayard. « Miracles : Poèmes et proses » -Fayard. « Lettres au petit B -Edition revue et augmentée » -Fayard. « Lettres à sa famille -Edition revue et augmentée » -Fayard.***

C'EST à René Bichet — condisciple et ami de Jacques Rivière et d'Alain-Fournier — que songe Péguy lorsqu'il écrit dans la « Prière à Notre Dame de Chartres » : « O Vierge, il n'était pas le pire du troupeau/ Il n'avait qu'un défaut dans sa jeune cuirasse/ Mais la mort qui nous piste et nous suit à la trace/ A passé par le trou qu'il s'est fait dans la peau. » René Bichet, agrégé de lettres et normalien — à la différence de ses deux collègues recalés par l'Université — enseignant le français à Budapest, auteur de poèmes et de proses épisodiquement publiés dans la « Nouvelle Revue Française » (le volume des « Lettres » en propose un échantillon) est mort à 26 ans en 1912. Tragiquement, et, semble-t-il, d'une overdose de morphine, bien qu'on ne soit jamais parvenu à éclaircir les causes d'une disparition, ô combien symbolique. Symbolique : Alain-Fournier sera tué dans les premiers temps de la guerre, il avait 30 ans — on célèbre cette année le centenaire de sa naissance — tandis que Jacques Rivière, marié à Isabelle, la sœur d'Alain-Fournier, disparaîtra à 38 ans en 1925.

Lorsqu'on relit « le Grand Meaulnes » et lorsqu'on lit la correspondance de ces différents personnages, on est frappé par le sentiment de la mort qui les anime, par la forte sensation d'une précarité de la vie. Vers la fin du roman, Augustin Meaulnes écrit à François le narrateur : « Lorsque j'avais découvert le Domaine sans nom, j'étais à une hauteur, à un degré de perfection et de pureté que je n'atteindrai jamais plus. Dans la mort seulement, comme je te l'écrivais un jour je retrouverai peut-être la beauté de ce temps-là... » tandis qu'en 1908 Alain-Fournier s'adresse à René Bichet en ces termes : « L'année passée, à cette époque, on chantait « les Donneurs de sérénades »... et j'avais dans la bouche ce même goût de choses âcres et mortes. Comme on sait que tout est mort, que tout a ce goût-là. Comme tout est déjà passé... ».

Exemples parmi tant d'autres qui éclairent une génération douée, aimant la vie et ses amitié, mais comme pressentant ce qu'allait être la première saignée des temps modernes. On a souvent noté, et ici même dans ces colonnes, le pressentiment de la fin éprouvé par les écrivains austro-hongrois à la même époque. On observe un même penchant chez bon nombre de Français qui sont nés à la fin du siècle et qui exprimaient la fragilité de la vie plus que celle d'un empire ou d'une société. Ceux qui survivront à la guerre le rediront aux lendemains de 1918. Du point de vue de ces résonances, Alain-Fournier annonce Raymond Radiguet, le Jean Cocteau de « Thomas l'Imposteur », merveilleux roman, admirablement adapté à l'écran par Georges Franju, ou le même Cocteau chantant l'aviateur Roland Garros, voire « les Thibault » de Roger Martin du Gard sinon Proust, sinon Péguy lui-même...

La génération perdue, celle des Américains, qui viendra en France dans les années 20 n'est pas étrangère à ce climat : chacun chante l'adieu aux armes de la vie. On rêve avec tristesse, à ce que, survivant, aurait écrit un Alain-Fournier, un Jacques Rivière dont le travail de critique et d'animateur de la N.r.f. n'est déjà pas mince (on peut lire ses passionnants « Carnets », parus naguère, également chez Fayard). Auraient-ils été d'autres Jean Giono, d'autres Georges Bernanos, etc. Les lettres françaises y ont perdu, elles y ont également gagné cette littérature désenchantée qui décrit si bien le passage délicat de l'adolescence à l'âge d'homme, dans une France qui, depuis, a beaucoup changé.

Les écoliers du « Grand Meaulnes » font songer à ceux de Cocteau expirant sous les boules de neige, enveloppés dans des capes (Augustin Meaulnes porte un gilet de soie), s'agitant sur une scène où le fantastique relaie vite la réalité quotidienne. Louis Pergaud l'auteur de l'inoubiable « Goupil à la Margot » (Prix Goncourt 1910), emporté éga-



LA CHRONIQUE LITTERAIRE DE CLAUDE GLAYMAN

lement dans la tourmente de la guerre, a peint, à sa manière la version réaliste de cette école laïque et rurale, dans « la Guerre des Boutons » qui est strictement contemporain du roman d'Alain-Fournier, une sorte d'Alphonse Daudet plus avancé et moins sentimental.

Comme Louis Pergaud, Alain-Fournier imprègne son livre d'un parfum de campagne, de nature, où le confort est encore réduit mais apprécié au niveau de l'élémentaire, le froid, les baignades dans la rivière, un sentiment paysan à peine dégrossi qui surgit à travers les longues veillées que ne troublent aucune radio ni bien évidemment aucune télé. C'est délicieusement rétro, mais d'un rétro frais, authentique, qui ne refuse pas le progrès et qui ne cherche pas, comme dans tant de livres nostalgiques actuels, à nous faire prendre les vessies d'une vie difficile, âpre, pour les lanternes d'une heureuse époque encore pré-industrielle. L'Eldorado existe mais du côté du fantastique. Ce fantastique qui inspire Alain-Fournier est étonnamment moderne, nullement marqué par le XIXe siècle et le symbolisme qui en caractérise la fin. Dans les lettres qu'échangent Alain-Fournier, René Bichet, Jacques Rivière et le peintre André Lhote, quatrième mousquetaire d'un groupe lié par les affinités et les aléas des études, on sent que l'artiste cherche à anticiper le nouveau siècle qui s'ouvre, à deviner dans quel sens, esthétique notamment, il s'apprête à s'orienter.

Certes, on lit Mallarmé, Jean Moréas, mais également Paul Fort, Francis Jammes, surtout on découvre Paul Claudel qu'on admire et André Gide qui intrigue. La musique est au rendez-vous dans ce qu'elle a de plus neuf à l'époque, Debussy, Richard Strauss et Moussorgsky ! La peinture est objet de curiosité, les impressionnistes, les symbolistes, Matisse aussi ! Nietzsche est invoqué. Très française, cette intelligentsia, néanmoins, se tourne vers la littérature britannique, Stevenson, Thomas Hardy, « Jude l'Obscur », célèbre roman de Thomas Hardy est l'objet de longues interrogations. On sait que ce gros volume décrit entre autres thèmes les déboires du mariage, les relations entre Jude et les femmes. La sensualité de Gide aidant, on a l'impression qu'il règne de même entre ces hommes une amitié fraternelle aux frontières de l'homosexualité.

Les femmes sont mythiques, exceptée sans doute Isabelle Rivière, sœur et épouse, singulière figure de confidente et ardente instigatrice, elles sont des princesses lointaines comme Yvonne de Galais dans le « Grand Meaulnes » et lorsqu'elles enfantent, c'est-à-dire deviennent des femmes physiologiques, sexuées, elles meurent.

Radiguet n'échappera pas à la règle qui incidemment renforce l'idée même de fragilité de la vie (pensons également à Mélisande). La femme appartient au fantastique, au domaine secret, interdit, à ce pays où on ne revient pas. Lieu enchanté, contrée féérique avec châteaux, donjons, déguisements (« la Belle et la Bête » le film de Jean Cocteau appartient à cet univers). Effluves du romantisme auxquels les eaux et les sablonnières de la Sologne apportent une note insolite. Les personnages se métamorphosent, tandis que Augustin et François se prêtent serment, Frantz, le frère d'Yvonne de Galais, revêt l'habit d'un Bohémien travaillant dans un cirque minable. Les uns et les autres se sont croisés au cours d'une Fête étrange et se retrouvent dans la vie, mélancoliques, tristes, veufs avant l'heure. Les animaux eux-mêmes peuvent jouer un rôle important dans ce passage d'un statut à l'autre. Bien que ces écrivains soient plutôt anglophones, on y ressent ainsi plus l'atmosphère allemande que l'influence de Lewis Caroll, de ses miroirs et de son humour. Julien Gracq n'est pas loin et par certains côtés « le Grand Meaulnes » aurait pu séduire les surréalistes comme l'ont fait certains livres de Georges Du Maurier.

Parfois un peu longuet (en particulier dans les pages du « Journal » retrouvé d'Augustin Meaulnes), élégant et inspiré, même si anachronique pour ne pas dire archaïque dans certains propos ou certains tics, « le Grand Meaulnes » demeure un roman unique dont la pureté désenchantée continue à bouleverser. Ecrit à une époque où la modernité littéraire française accomplissait des pas décisifs, autour d'une revue qui capitalisa une bonne partie de notre créativité, ce livre est désormais sans âge, comme éternel. Comme le cri sans appel d'un écrivain, d'une génération qui savait qu'un temps s'achevait tandis qu'un autre commençait, à ce point incertain qu'il ne devait pas permettre à tous, loin s'en faut, de le vérifier, quitte, pour ceux qui survécurent, à bâtir sur ses décombres relatifs des œuvres définitives aussi bien par leur nostalgie que par leurs innovations qu'il s'agisse de Proust, de Gide ou de Cocteau,... et de tant d'autres gloires de la première moitié du siècle.

Lisez aussi :

* ***Auguste Anglès : « André Gide et le premier groupe de la Nouvelle Revue Française - vol. 2 : l'âge critique 1911-1912 » -Gallimard, coll. « Bibliothèque des idées ».***

Deuxième volume d'une série qui en comprendra trois et qui, au terme d'une documentation phénoménale, cerne deux années charnières d'un groupe encore très lié par une communauté de vues, bientôt saisi par l'édition et faisant entrer de fortes personnalités dans son cercle, tout en manquant Proust. Pour les curieux d'une époque, aussi déterminante que riche, une somme que la prochaine période estivale devrait permettre de découvrir.

* ***Charles-Louis Philippe : « Bubu de Montparnasse » - Grasset, « Les Cahiers Rouges ».***

Mort lui aussi précocément, après avoir rejoint Gide et le groupe de la N.r.f. Charles-Louis Philippe dans « Bubu », livre qui connut le succès (1901), pour être oublié ensuite, raconte la terrible histoire d'une prostituée qu'aucun amour ne peut sauver. La peinture fort moderne de Paris explique sans doute la curieuse influence de Charles-Louis Philippe sur des auteurs de polars américains tels que James Cain. A découvrir absolument.

* ***Blaise Cendrars : « Panorama de la pègre/Vol à voile suivi de Une nuit dans la forêt » 2 vols 10/18, l'Age d'Homme Poche/Suisse.***

Cendrars journaliste et deux autres textes considérés comme mineurs mais qui montrent un Cendrars, si l'on peut dire, intime.

* ***Jean Cocteau : « Le passé défini - vol 2, 1953 » - Cahiers Jean Cocteau n° 10.***

Poursuite de deux publications dont nous avons déjà parlé dans ces colonnes et qui font un peu mieux connaître un personnage dont Philippe de Miomandre propose une biographie chez l'éditeur Jean-Cyrille Godefroye, sous le titre ambitieux de « Moi, Jean Cocteau ».

* ***« L'Arc n° 100 » : « Jean Giono » et « Aline Giono » : « Mon père, contes des gens ordinaires » - Philippe Auzou.***

Un spécial Giono sous la direction de Pierre Citron, maître d'œuvre de la Pléïade et les souvenirs, simples et vivants, de sa fille.

* ***Marcel Pagnol : « Jean de Florette - La petite fille aux yeux sombres » - 2 vols, Julliard, Presses Pocket.***

Deux rééditions, la première fait l'objet d'un film qui passera prochainement sur nos écrans et la seconde est un livre de jeunesse. Pagnol est-il aussi bon écrivain qu'il est grand cinéaste ?

* ***Jean-Loup Bernanos : « Georges Bernanos à la merci des passants. » - Plon.***

Une nouvelle biographie du grand Bernanos par l'un de ses fils. Avec des inédits et un foisonnement de détails et de renseignements passionnants.

PAR FABIAN GASTELLIER

VENDREDI 27 JUIN

T.f.1 « Michel Boujenah à l'Olympia », réalisation de Alain Nahum - 22 h 05.

Ceux qui se souviennent de son improvisation géniale lors du « Grand échiquier » de Bernard-Henri Lévy ne vont pas manquer de se coller au poste. 90 minutes de délire sur Dieu, la Tunisie, Le Pen et les autres.

A.2 Ciné-club : « Prénom Carmen », de Jean-Luc Godard - 23 h.

Carmen attaque une banque et Godard filme les quatuors de Beethoven : de la musique avant toute chose. Le dernier chef-d'œuvre du Suisse fou et la première apparition de Maruschka Detmers, 3 ans avant le viol de Radiguet par Bellochio.

SAMEDI 28 JUIN

Seul refuge pour les lessivés du foot : Musique où, dès 20 h 30, Georg Solti dirige Murray Perahia dans le concerto pour piano et orchestre n° 14 de Mozart.

DIMANCHE 29 JUIN

T.f.1 « Règlements de compte à O.K. Corral », de John Sturges - 20 h 30.

Le Shériff et le mouton. On peut préférer un autre genre de bizarreries : Montserrat Caballe dans le « Jules César » de Haendel (Musique, 20 h 04).

F.r.3 Cinéma de minuit : « Les gens du voyage », de Jacques Feyder - 22 h 30.

La vie du cirque. Avec Françoise Rosay et Sylvia Bataille.

LUNDI 30 JUIN

T.f.1 « La Femme et le Rôdeur », de John Farrow - 20 h 30.

Une ancienne entraîneuse entraîne (normal, non ?) toute une famille respectable dans le drame. Avec Diana Dors et Rod Steiger.

A.2 « Les 5 dernières minutes : les petits d'une autre planète », téléfilm de Claude Loursais -20 h 35.

Qui a tué ? La bande des petits vieux ou celle des jeunes loubards ? Il n'y a plus de générations... Avec Jacques Debary et Dalio.

F.r.3 « La main à couper », d'Etienne Périer -20 h 35.

La jeune décoratrice n'aurait pas dû prendre un amant... Avec Léa Massari et Michel Bouquet dans son classique emploi de mari trompé. A voir.

MARDI 1er JUILLET

A.2 « Les Dossiers de l'écran », émission proposée par Armand Jammot : « La Lettre du Kremlin », de John Huston. Débat : les services secrets -20 h 35.

Manœuvres souterraines entre les Etats-Unis, l'Union soviétique et la Chine. Avec Bibi Andersson. Le débat, quant à lui, réunira entre autres Jean Rochet, ancien directeur de la D.s.t., Vladimir Kostov, ex-officier des services secrets bulgares et Georges Carver, ancien directeur adjoint pour les renseignements nationaux à la C.i.a.

F.r.3 « La Dernière Séance », émission proposée par Eddy Mitchell et Gérard Jourd'hui. Soirée Jack Palance avec « Okinawa », de Lewis Milestone et « Le Grand Couteau », de Robert Aldrich - 20 h 35.

A travers la dérive d'un couple au bord du divorce, Aldrich dénonce la corruption à Hollywood. Du côté des grands studios, on n'a pas beaucoup apprécié... avec Ida Lupino.

MERCREDI 2 JUILLET

T.f.1 « Les Aventures du jeune Patrick Pacart », série de Gero Erhardt. Premier épisode - 20 h 35.

Dans leur course-poursuite après la formule magique, les espions soviétiques et américains embarquent un gamin de 15 ans. On va suivre six semaines durant ses démêlés entre le K.g.b. et la C.i.a.

« Le Journal d'Anne Frank », de F. Goodrich et A. Hachett ; adaptation française de Georges Neveux. Réalisation de Pierre Cavassilas - 21 h 30.

Une tragédie passée au rang de mythologie. A redécouvrir.

F.r.3 « Un divorce heureux », de Henning Carlsen - 23 h.

Jean Rochefort bute, en faisant son footing matinal, sur André Dussolier plein de barbiturique. Lui redonnera-t-il le goût à la vie ?

JEUDI 3 JUILLET

T.f.1 « Nous sommes terroristes », série de Carlo Lizzani. Première partie -20 h 30.

La survie clandestine des rescapés du démantèlement des Brigades Rouges. Apparemment citoyens ordinaires, les 10 membres du Nucleo Zero s'apprêtent à prendre leur second souffle. Avec Patrick Bauchau.

« INA-nuits d'été : « Neige » et « Ragazzi in passegiata », de Vincent B. Martorana - 21 h 50

A.2 « Résistances », magazine proposé mais plus présenté par Bernard Langlois - 22 h 30.

F.r.3 « Passion d'amour », d'Ettore Scola - 20 h 35.

L'irrésistible et troublante séduction d'un Don Juan par une vieille fille laide et démente. Etonnant. Avec Bernard Giraudeau, Valeria d'Obici et Laura Antonelli.

« Contes d'Italie : le mariage de Catherine », téléfilm de Luigi Comencini -22 h 55.

L'éducation sentimentale dans l'Italie catholique des années 30.

LES ÉLUS À L'UNIVERSITÉ

Le service public local ne peut se contenter de discours pour garantir son intégrité, sa qualité et son efficacité dans le contexte d'offensive néo-libérale que nous connaissons.

Afin que chacun puisse se mettre au travail dans les meilleures conditions possibles, Communes et Formation organise trois grandes universités d'été des élus communaux, généraux, et régionaux pour s'informer et débattre des enjeux et des méthodes d'organisation d'un service public local dynamique.

— Le service public local, du 30 juin au 5 juillet, au centre de loisirs du Vieux Boucau (Landes).

— Le management du conseil général, du 26 au 30 août, en Dordogne (en collaboration avec la structure Conseils généraux de la F.n.e.s.r.).

— L'organisation et la gestion du conseil régional, du 30 août au 2 septembre, à Royeres-de-Vassiviere (Creuse).

La présence de nos élus les plus performants (majoritaires, et minoritaires) de leurs principaux collaborateurs, de techniciens de haut niveau, de responsables du Parti doit faire de ces universités des temps forts de la vie politique.

Les militants et fonctionnaires qui le souhaitent pourront également participer à ces importants carrefours pour le développement local.

(Communiqué de « Communes et formation »)

transexel

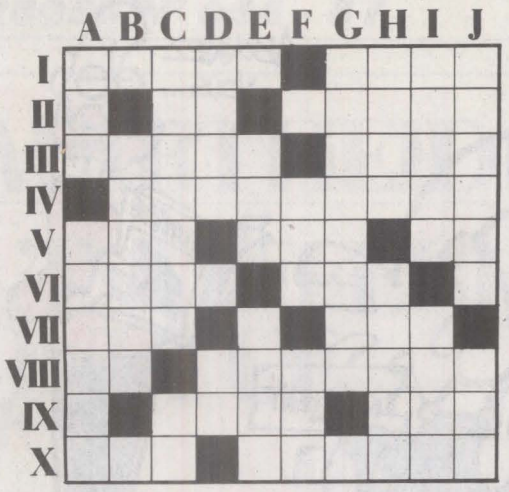
est un groupement de Sociétés de Service à la disposition des collectivités pour :

.la création
.la gestion
.l'organisation
.le développement de leurs réseaux de transport de voyageurs.

TOUR EUROPE - 92080 PARIS
LA DEFENSE CEDEX 07
☎ 47.78.16.60 - TELEX : 610579

PAR REMY ALBERT

THEME : MOZART ET BLUWAL



HORIZONTALEMENT : I - Imite la biche, semble-t-il. Employé sur le court. II - A la tête des soldats. Importante, émanant de la Papauté. III - Plus d'un fait partie de l'œuvre de Mozart. Déplace. IV - Peut caractériser l'œuvre de Mozart. V - Plutôt démonstratif. A son époque, on a dû l'y reconnaître, le grand Mozart. Bonne fin, pour un premier groupe. VI - En partie soumise à la mousson. La seconde moitié du XVIIIe siècle fut celle de la musique de Mozart. VII - On la prétend voleuse. Démarre l'expertise. VIII - Bonne note, pour Mozart. Fait partie du décor de Marcel Bluwal dans sa mise en scène de l'œuvre de Mozart. IX - Mozart pensait qu'il abattrait le Mal. Que je m'amuse... X - Cette monnaie n'a plus cours, chez nous. Mozart y est mis en scène par Marcel Bluwal.

VERTICALEMENT : A - Préfixe vital. Confits dans le vinaigre, ils assaisonnent les petits plats. B - Un élément important dans l'œuvre de Mozart. C - Méthode thérapeuthique évitant l'invasion des microbes. Avalé. D - Mozart l'a rencontré à 35 ans. Indique le gisant. E - Plus d'un nous est resté de l'œuvre de Mozart. Le surnom d'un Pépin. F - Ne peut inquiéter le castra. Boîte à images. G - Elles qualifient le siècle de Mozart. H - Elles ont les pieds dans l'eau. Le nec plus ultra, en quelque sorte ! I - Elle enchanta Mozart et... Bluwal, pour le plaisir de nos yeux et de nos oreilles ! Egalité de change entre deux pays. J - Prendra le lait à la source mammaire. Terme sportif.

Solution des mots croisés du n° 653

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
I	C	A	G	O	U	L	E	■	B	R
II	E	U	R	O	P	E	■	B	R	U
III	E	R	E	■	P	E	R	L	E	S
IV	■	I	V	R	E	■	D	U	C	E
V	C	O	E	U	R	S	■	M	M	■
VI	O	L	■	■	C	A	R	■	E	U
VII	F	■	H	E	U	R	E	S	■	S
VIII	F	R	O	N	T	■	■	U	N	I
IX	R	I	M	A	■	A	L	A	I	N
X	E	T	E	■	C	L	A	S	S	E

Donnons des oreilles à la terre.



Souscrire aux emprunts de la C.N.T., c'est participer à la modernisation de notre réseau téléphonique et au maintien de l'avance technologique des télécommunications françaises.

C'est donner des oreilles à la terre.

CNT

Caisse Nationale des Télécommunications

ROUX, SEGUELA, CAYZAC & GOUDARD

Prêtez l'oreille à nos emprunts.

20, av. Rapp - 75341 Paris Cedex 07 - ☎ 47 05 94 39



Revenue au gouvernement depuis le 16 mars, la droite montre chaque jour sa volonté de démolir l'œuvre accomplie par la gauche. Après cinq ans de pouvoir, le Parti socialiste se retrouve dans l'opposition mais le score historique qu'il a obtenu et la présence à l'Elysée du Président de la République lui laissent de larges perspectives d'action. Chacun comprend que la coexistence voulue par les institutions est aussi un combat de tous les jours et que pour mener à bien ce combat le P.s. a plus que jamais besoin d'accroître ses moyens d'information et de communication.

C'est pourquoi nous lançons une nouvelle campagne d'abonnements à « l'Unité » liée à la campagne d'adhésions au parti. Toutes celles et tous ceux qui ont contribué à ce que le P.s. dépasse le seuil de 30 % doivent prolonger leur action en participant directement à cette campagne. Permettre à « l'Unité » de parler plus fort et d'être plus efficace face à la grande presse de droite, c'est votre affaire à tous. N'attendez pas. Nous comptons sur vous.

Bulletin d'abonnement à retourner à l'administration de « l'Unité »
10, rue de Solférino - 75007 PARIS

Je soussigne .....

.....

demeurant .....

.....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » et vous adresse la somme correspondante.

★ ***abonnement de six mois (210 F)***
★ ***abonnement d'un an (310 F)***
★ ***abonnement de soutien (à partir de 500 F)***

par chèque bancaire, chèque postal ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 2.342.35.J. - Paris

Date Signature

Les abonnés arrivés à échéance sont priés de joindre à leur réabonnement la dernière bande d'envoi du journal.

Diffusion N.m.p.p. - Commission paritaire n° 52 325